

Dossier

L'ÉCONOMIE DU DONUT

COMMENT FAIRE CONVERGER
NOS SOCIÉTÉS À L'INTÉRIEUR
DES LIMITES SOCIALES
ET PLANÉTAIRES



OXFAM

Magasins du monde

SOMMAIRE

1^{ère} partie : enjeux

4 Pourquoi le donut ?

6 Analyse
Quelles alternatives face
à un monde géré par
les ploutocrates ?

8 Opinion
La co-transition : une synthèse
de la transition et de la lutte
contre les inégalités



10 Regards croisés
Intersectionnalité : quand les
dominations se superposent
et se renforcent

2^{ème} partie : alternatives

12 Positionnement
Pour un commerce équitable
plus 'soutenable'

14 Interview
Moon Sharma : "Nous
voulons évoluer vers une
activité zéro déchet"

16 Analyse
L'économie circulaire : l'avenir
du commerce équitable ?



18 Produits
Oxygen : une nouvelle gamme
de produits locaux respectueux
de l'environnement

20 Nord/Sud
Quand le commerce
équitable s'engage face
aux défis migratoires

22 Analyse
La slow Fashion : vers une mode
plus éthique et plus durable



24 Produits
Vers des produits équitables
plus circulaires



26 Récit de voyage
Promouvoir les échanges
créatifs Nord/Sud
autour de l'artisanat

3^{ème} partie : politiques

28 Analyse
fin du monde, fin de
mois, même combat

30 Perspectives
Quels modèles d'organisation
et de gouvernance au
service des objectifs de
développement durable ?

32 Analyse
Le commerce équitable et les
politiques de consommation et
de production durables (PCD)

35 Perspectives
Réécrire le commerce équitable

FACE À L'URGENCE : L'ÉCONOMIE DU DONUT

Les actuelles crises sanitaire et économique liées au COVID-19 sont une convulsion de plus d'un modèle de société en plein naufrage. Face aux nombreuses autres urgences sociales et environnementales, en premier lieu le changement climatique, il nous faut inventer le « monde d'après ». Le modèle économique du donut, objet de la nouvelle campagne d'Oxfam-Magasins du monde, peut nous guider dans cette nécessaire transition écologique et sociale vers un « espace sûr et juste pour l'humanité ».

Développé en 2012 par la chercheuse britannique Kate Raworth, le concept de donut définit les balises sociales et environnementales au sein desquelles toute activité humaine devrait s'inscrire. L'anneau intérieur (ou « plancher social ») délimite les éléments essentiels pour une vie digne (alimentation, santé, éducation, etc.), tandis que l'anneau extérieur (ou « plafond environnemental ») correspond à la pression maximale que l'humanité peut exercer sur les systèmes vitaux de la Terre (écosystèmes, climat, etc.) sans mettre sa survie en péril (voir p. 4).

Sans surprise, ces différentes limites sont allégrement dépassées, comme nous l'ont rappelé, avant même la crise du COVID-19, différentes crises sociales et environnementales: vagues de chaleur en Europe, incendies en Amazonie, en Sibérie et en Australie, mobilisations sociales du Liban au Chili en passant par la France des gilets jaunes, pour ne citer que quelques exemples. Malgré ces signaux, c'est l'immobilisme qui prévaut parmi les décideurs politiques et économiques. L'absence quasi-totale d'avancées lors de la dernière conférence de l'ONU sur le climat (COP 25) à Madrid n'en est qu'une illustration. Pire,

les différents plans de relance post COVID-19 risquent de nous faire revenir vers la « vieille économie » et le paradigme de la sacro-sainte croissance.

À l'inverse, des millions de citoyens et citoyennes se mobilisent et passent à l'action, à l'image du mouvement des villes en Transition. Si ce mouvement connaît un fort succès, la question des inégalités sociales et de la place du 'Sud' y est relativement peu présente (p. 6). Dans sa nouvelle campagne, Oxfam-Magasins du monde cherchera à décroiser ces combats en défendant le concept de transition équitable (p. 7) ou co-transition (p. 8): une transition vers l'économie du donut, c'est-à-dire à la fois écologique et sociale, pour et par les populations et pays les plus marginalisés, intégrant les questions décoloniale, féministe (p. 10) et migratoire (p. 20).

Le commerce équitable a toute sa place dans ce combat pour la justice sociale et environnementale au niveau global, notamment face au 'tout local' (pas toujours synonyme de durabilité) (p. 12). Il donne entre autres les moyens aux plus vulnérables d'adopter des pratiques plus écologiques et de s'adapter à l'imprévu (telles



les inondations et sécheresses, amenées à se multiplier avec la crise climatique, voir p. 12). Il doit néanmoins achever sa mue vers des formes de commerce plus soutenables, par exemple en offrant davantage de produits écoconçus et circulaires (p. 24), tout en inventant de nouveaux récits (p. 35).

Au niveau politique, le secteur équitable doit œuvrer avec les autres acteurs de la société civile, aussi bien du Nord que du Sud, à des politiques plus cohérentes et intégrées en termes de durabilité (p. 28-34). L'objectif ? Faire converger les luttes pour un « monde d'après » plus équitable et durable !

Patrick Veillard

UNE PUBLICATION D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE Mars 2020 • 81656

ONT COLLABORÉ À CE DOSSIER: Chafik Allal, Roland d'Hoop, Valentine Doncq, Julie Dalebroux, Lorent Fritsche, Marie Hendrix, Laura Pinault, Estelle Vanwambeke, Patrick Veillard.

ÉDITEUR RESPONSABLE: Pierre Santacatterina, Rue provinciale, 285 1301 Bierges • © 2020 Oxfam-Magasins du monde
redaction@mdmoxfam.be • info@mdmoxfam.be

Imprimé sur
papier
recyclé et FSC



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et de la Direction Générale de la Coopération au Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Oxfam-Magasins du monde.



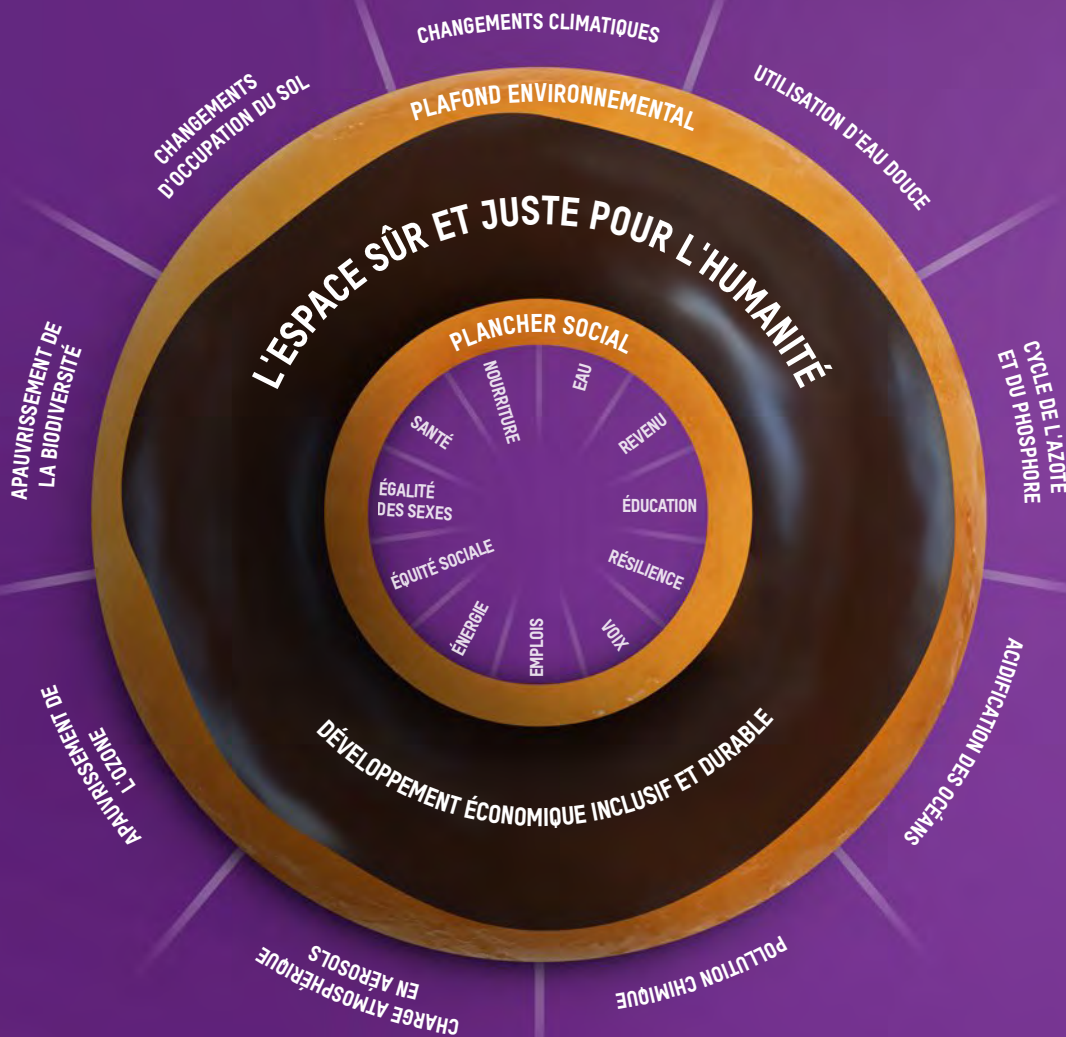
Belgique
partenaire du développement



OXFAM
Magasins du monde

1^{ère} partie : enjeux

ZOOM



L'anneau intérieur délimite le plancher social du bien-être. Il reprend les éléments essentiels, reconnus au niveau international, pour une vie digne: une alimentation suffisante, la santé, l'éducation, le logement, l'énergie... tout en visant plus d'équité sociale et d'égalité homme-femme.

L'anneau extérieur est celui du « plafond environnemental » : il délimite la pression que l'humanité peut exercer sur les systèmes vitaux de la terre sans risquer de les mettre en péril au travers, par exemple, du changement climatique, de la perte de biodiversité ou de la destruction de la couche d'ozone. C'est entre ces limites sociales et planétaires que se trouve un espace juste et sûr pour l'humanité.

LE "DONUT", UN SCHÉMA POUR CHANGER L'IMAGINAIRE COLLECTIF

Grâce à la nouvelle campagne d'Oxfam-Magasins du monde, la fabrication du donut n'aura bientôt plus de secret pour vous ! Derrière la célèbre pâtisserie américaine, se cache un concept inventé par la chercheuse britannique Kate Raworth en 2012, qui permet de rassembler les luttes sociales et écologiques dans une même dynamique. Le principe du donut est de faire apparaître, en un seul schéma, les balises au sein desquelles toute activité humaine devrait dorénavant s'inscrire, afin de maintenir le cap vers « un espace sûr et juste pour l'humanité ».

Dans une interview accordée à la revue *Projet*, Kate Raworth raconte comment elle en est venue à cette image du donut : « *j'ai découvert, en 2009, le schéma qui décrivait les "9 limites de la planète" : j'ai perçu comment ce diagramme faisait franchir un pas important dans la réécriture de l'économie. Il démontrait clairement que l'économie globale doit opérer à l'intérieur de limites qui bornent la pression qu'elle peut exercer sur des écosystèmes essentiels au maintien de la vie. Je travaillais alors chez Oxfam, entourée de travailleurs humanitaires qui répondaient à la dernière crise alimentaire au Sahel et de militants qui réclamaient des services de santé et d'éducation décents pour tous. J'ai pensé intégrer ces questions de justice sociale dans le diagramme. C'est ainsi que j'ai dessiné un anneau intérieur, représentant les limites sociales en complément des limites planétaires. Et quand j'ai montré le résultat à l'un des scientifiques à l'origine du concept de limites planétaires, il a dit aussitôt "c'est le diagramme dont nous manquions ! Ce n'est pas un cercle, c'est un donut"* ».

En équilibre sur un fil

Si l'on regarde le monde à partir de ce schéma, les nouvelles ne sont pas très positives. Au niveau environnemental, le plafond a d'ores et déjà été dépassé pour au moins trois des neuf dimensions : les changements climatiques, l'utilisation d'azote et l'appauvrissement de la biodiversité. Quant au niveau social, la situation n'est guère plus rassurante. « *Près de 13 % de la population mondiale souffre de la faim alors qu'il suffirait de 3 % de la production alimentaire mondiale pour satisfaire ses besoins essentiels. 30 à 50 % de cette production est perdue après récolte, gaspillée dans les chaînes d'approvisionnement des supermarchés ou jetée à la poubelle. Près de la moitié des émissions mondiales de CO₂ sont occasionnées par 10 % de la population – je les appelle "carbonistas". La réduction des inégalités extrêmes d'accès aux ressources et à leur usage est la clé pour faire des progrès aux deux limites du donut* » dénonce Kate Raworth.

La dynamique au sein du concept du « donut »

Le défi à relever pour se situer dans l'espace sûr et juste pour l'humanité est complexe car les limites sociales et planétaires sont interdépendantes. D'où l'urgence à imaginer des politiques qui promeuvent à la fois l'éradication de la pauvreté et la durabilité environnementale – et ainsi placer l'humanité à l'intérieur des balises du donut. Pour Kate Raworth, ce donut nous invite à un changement radical d'imaginaire collectif : « *les fondamentaux des sciences économiques sont en cause. À quoi sert l'économie ? Comment fonctionne-t-elle ? Quel est le rôle des acteurs économiques que nous sommes ? Si nous voulons conserver la moitié d'une chance d'entrer dans l'espace juste et sûr dans les décennies qui viennent, quel doit être l'imaginaire des étudiants en économie, des responsables politiques et des dirigeants d'entreprises ? Les réponses ne résident certainement pas dans la mentalité dominante d'aujourd'hui. [...]* ». Et l'auteure insiste : « *Dépasser cette obsession pour la croissance est une des transformations les plus difficiles et des plus nécessaires de notre siècle.* »

Modifier notre perception du progrès

L'université de Leeds a utilisé le concept du donut pour évaluer où se situe la planète par rapport à ces balises sociales et environnementales. Le constat est sévère : aucun pays au monde ne répond actuellement aux besoins de base de ses citoyens tout en respectant un niveau d'utilisation des ressources durable à l'échelle mondiale.

Dans son livre « *Doughnut Economics* », Kate Raworth imagine 7 principes pour une économie adaptée au monde d'aujourd'hui. Le premier de ces principes est de modifier notre perception du progrès. À la place d'une économie linéaire basée sur l'extraction de ressources naturelles le plus souvent gaspillées pour produire des biens à usage unique, il faut selon elle tendre vers une économie circulaire. Kate Raworth imagine également un monde déli-



À la place, un réseau mondial d'énergies renouvelables (ex. solaire, éolien, énergie marine) serait détenu par des collectivités qui l'utiliseraient pour le bien commun. De même, les entreprises ne seraient plus la propriété de quelques actionnaires mais seraient détenues par leurs salarié-e-s qui en partageraient les bénéfices.

Pour résumer, on ne peut construire la transition écologique sans une lutte généralisée contre les inégalités, c'est-à-dire contre les 1 % de la population mondiale détenant plus de 50 % des richesses. De quoi conforter l'action d'Oxfam qui milite depuis de longues années contre les inégalités sociales et pour une économie respectueuse du vivant sous toutes ses formes. ■

Roland d'Hoop

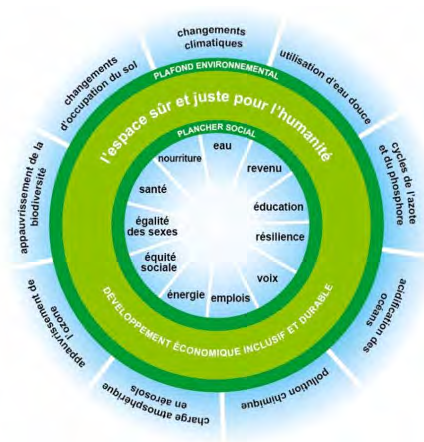


Schéma original du donut



QUELLES ALTERNATIVES FACE À UN MONDE GÉRÉ PAR LES PLOUTOCRATES ?

ANALYSE

Les inégalités mondiales ne sont pas une fatalité. Elles sont le résultat de choix politiques et économiques qui correspondent à une idéologie néolibérale servant les intérêts des couches les plus aisées de la population. À l'heure où beaucoup prônent la relocalisation de l'économie pour des raisons écologiques, il ne faudrait pas oublier la solidarité avec les pays les plus pauvres, victimes à la fois de règles économiques injustes et des impacts écologiques de la mondialisation. Petit tour de la question dans les pages qui suivent avec différents observateurs et observatrices de notre planète pas très en forme.

**LES RICHESSES DES 1 %
LES PLUS RICHES
DE LA PLANÈTE
CORRESPONDENT À
PLUS DU DOUBLE DES
RICHESSES CUMULÉES
DE 6,9 MILLIARDS
DE PERSONNES.**



Ca devient une litanie : chaque année, à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, Oxfam publie son rapport sur les inégalités. En janvier 2020, Oxfam révèle que le nombre de milliardaires a doublé en seulement dix ans et que leur richesse a progressé de 7,4% par an en moyenne. Les principales victimes de ce système sont les femmes et les filles. Celles-ci assument chaque jour l'équivalent de 12,5 milliards d'heures de travail non rémunéré (principalement lié au domaine du soin à la personne), un travail dont la valeur serait d'au moins 10,8 milliards de dollars.

La question des inégalités mondiales est loin d'être anodine. Une enquête publiée en novembre 2012 et commandée par la Nasa montre que la civilisation post-industrielle pourrait s'effondrer en raison du manque de ressources naturelles mais aussi à cause des inégalités économiques. Dans son essai « Le prix de l'inégalité », l'économiste Joseph Stiglitz démontre également que les inégalités génèrent un coût pour la société qui peut se traduire par des grèves, par un coût pour la santé, par de la criminalité etc.

L'économiste Branco Milanovic va jusqu'à parler de « ploutocratie » pour décrire le pouvoir des « ultra riches ». Il parle de « prime de citoyenneté » que certains obtiennent en étant nés dans un pays riche, prime qui s'apparente à une rente. Aujourd'hui, d'après Milanovic, les deux tiers des revenus dans les pays riches « s'expliquent » par l'endroit où les gens sont nés et non par leurs mérites. Cela rappelle des débats anciens sur les privilèges des nobles qui se contentaient de naître.

Mais cette analyse peut également s'appliquer à beaucoup de pays du Sud,

comme le dénonce l'écrivaine et militante indienne Arundhati Roy dans son dernier livre « Capitalisme : une histoire de fantômes » : en Inde, les cent personnes les plus riches possèdent l'équivalent d'un quart du produit intérieur brut. En fait, comme le dit Christophe Bonneuil,

historien et directeur de recherche au CNRS, c'est le monde entier qui est frappé par la domination d'une petite minorité qui contrôle les rouages de l'économie sans se préoccuper de la masse des laissés pour compte : « (...)

la moitié la plus défavorisée de l'humanité pourrait se trouver en danger vital. Cette moitié n'a rien reçu des richesses générées en 2017 dans le monde tandis que 82 % de celles-ci ont profité aux 1 % les plus riches du monde. Alors que les uns s'achètent des canots de sauvetage, les autres triment dans les ateliers du monde dans des conditions de pollution extrême, ou sur des terres de moins en moins fertiles. Entre 200 millions et un milliard d'humains pourraient devenir des réfugiés à l'horizon 2050. Il faut se rendre compte de la violence du changement climatique qui s'ajoute et se combine aux violences sociales subies par ces « damnés de la terre » (...) ».

Le mirage du capitalisme vert

Suffirait-il de changer le système à la marge pour se tirer d'affaire ? De remplacer le parc automobile actuel par des voitures électriques pour régler le problème des émissions de CO₂ ? De remplacer le plastique classique par du plastique biodégradable, fabriqué avec des matières végétales ? Même s'il faut évidemment se réjouir des avancées de la science pour diminuer les impacts sur l'environnement,

il ne faudrait pas renforcer le fossé entre les plus riches, capables de se payer ces nouvelles technologies propres, et les autres, condamnés à rester « les mauvais élèves » de la consommation responsable.

Pour un « écologisme des pauvres »

Juan Martinez Alier invite à dépasser le regard scientifique occidental, dit « constructiviste », et à s'ouvrir à de nouvelles dimensions qui prennent en compte « l'écologisme des pauvres ». Car non seulement les pauvres dépendent étroitement de leur environnement pour survivre, mais c'est aussi vers eux que sont transférées les activités les plus polluantes. Alier nous invite à écouter les revendications des populations des pays les plus pauvres pour que leur environnement soit traité avec respect et de manière équitable. Cette vision de l'économie écologique permet de dépasser celle de la transition, trop souvent perçue comme occidentale-centrée, cherchant

à se concentrer sur son niveau de vie et la consommation responsable locale, oubliant du coup les enjeux liés au Sud et la responsabilité des pays du Nord. C'est pourquoi Oxfam-magasins du monde veut mettre en avant le concept de transition équitable, qui tient compte des changements climatiques mais également des inégalités mondiales. ■

Roland d'Hoop

Pour en savoir plus
Transition écologique et inégalités mondiales. Pour une approche solidaire et équitable face aux enjeux sociaux et climatiques
www.omdm.be/analyses

EN 2019, LES MILLIARDAIRES DU MONDE ENTIER, AU NOMBRE DE SEULEMENT 2 153 PERSONNES, SE PARTAGEAIENT PLUS DE RICHESSES QUE 4,6 MILLIARDS DE PERSONNES.

LA RICHESSE COMBINÉE DES 22 HOMMES LES PLUS FORTUNÉS AU MONDE EST SUPÉRIEURE À CELLE DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION FÉMININE D'AFRIQUE.

LA CO-TRANSITION : UNE SYNTHÈSE DE LA TRANSITION ET DE LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS



 Chafik Allal - ITECO

Il s'agit de faire une transition, nous en sommes à peu près tous convaincus. Nous en sommes aussi convaincus que nos aînés d'hier étaient convaincus qu'il fallait moderniser tout, et ceux d'avant-hier qu'il fallait soutenir le capitalisme. Mais qui doit la faire cette transition ? Avec qui ? Pour qui et pour quoi ? Avec quels modes d'organisation ? Quels préalables ?

Dès que la question est abordée sérieusement, on se rend compte que c'est compliqué. Parce qu'aujourd'hui, nous sommes tellement engoncés dans des modèles qui nous emmènent droit dans le mur qu'il faut changer de paradigme de construction de société, de développement, de modes d'organisation, d'interaction, etc. pour faire une transition. Et tout cela n'est pas facile. Beaucoup d'auteurs détaillent cela depuis des années : en gros, le libéralisme économique (comme modèle de développement) est responsable des dégâts sur la société, sur l'environnement, y compris sur l'économie et la finance et sur les modes de gouvernance. Il nous faut donc changer la manière de voir les choses, nous débarrasser de tout ce qui nous a fait (ou presque), afin de construire d'autres « matrices », modèles théoriques, visions conceptuelles et pensées.

Nous refusons la définition des concepts (et donc celui de transition aussi) faite en Occident par les dominants et rêvons de le faire tous ensemble, femmes et hommes, enrichis et appauvris, du Nord et du Sud... et comme on dit dans les milieux alternatifs, je vais parler en « je ».



J'ai été sensibilisé à ces questions de transition de façon lente et je reconnais que j'ai moi-même traîné le pied parce que j'avais eu la malchance de voir le film « Demain » dont beaucoup de mes amis « transition-neux » m'ont vanté les mérites : et quelle claque ! Les questions importantes que j'ai gardées de ce film sont : est-ce que ça va être le même groupe social ou humain – on peut le nommer mais laissons cela de côté pour le moment – qui est le responsable principal des problèmes et des crises actuelles dans le monde qui va prendre le pouvoir pour nous infliger ses solutions ? Et alors là, je me souviens de l'écofascisme et des paroles de Bernard Charbonneau : « *Un beau jour, le pouvoir sera bien contraint de pratiquer l'écologie. Une prospective sans illusion peut mener à penser que le virage écologique ne sera pas le fait d'une opposition dépourvue de moyens, mais de la bourgeoisie dirigeante, le jour où elle ne pourra plus faire autrement. Ce seront les divers responsables de la ruine de la terre qui organiseront le sauvetage du peu qui en restera, et qui après l'abondance géreront la pénurie et la survie. Car ceux-là n'ont aucun préjugé, ils ne croient pas plus au développement qu'à l'écologie : ils ne croient qu'au pouvoir* ».

Bien que ce film reconnaisse les ravages écologiques engendrés par le capitalisme et les interactions de mauvaise nature avec l'environnement, son examen du désastre social est presque inexistant. « Demain » ne propose aucune analyse des nombreuses oppressions systémiques et des méca-

nismes de domination consubstantiels aux capitalisme et libéralisme (racisme, sexisme, domination Nord-Sud, enrichis et appauvris), des problèmes indissociables de l'existence du pouvoir — autrement dit de l'accumulation de puissance par un nombre restreint d'individus dans une société.

Compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour changer de paradigme, c'est être naïf ou de mauvaise foi : d'abord, ils n'en sont essentiellement pas ou peu capables (au mieux, et de bonne foi, ils vont saupoudrer l'ancien avec des pratiques nouvelles ; au pire, ils vont instrumentaliser les nouvelles solutions à leur profit) ; ensuite les enjeux de domination ne peuvent pas s'effacer par un coup de baguette magique.

Tout ça pour en arriver à parler de choses sérieuses : ces tentatives que j'appellerai « Demain-like » de parler de transition sont tout à fait compatibles avec les systèmes de dominations actuelles ; l'homme expliquant à la femme, l'urbain ayant les solutions pour le rural, les gens du Nord donnant la main aux gens du Sud ; mais ils ne vont pas se risquer à toucher au pouvoir des multinationales, au pouvoir des hommes sur les femmes ou bien aux mécanismes de domination de l'Occident. Pendant que le « grand débat mondial » de la bien-nommée « éducation à la citoyenneté mondiale » met l'accent sur le rôle des individus dans la transition écologique, celui des multinationales est largement laissé de côté. Et en même temps, on expurge les relations entre peuples et groupes sociaux des histoires de dominations, comme préalable à toutes discussions sur l'avenir du Monde. Ainsi, les puissants s'exonèrent de leurs dettes financières, écologiques vis à vis des autres mais exigent parfois ou souvent des autres d'honorer les leurs.

Par ailleurs, le changement de paradigme commence à avoir lieu, plus pour analyser les problèmes que pour amener des solutions (parfois c'est difficile). On utilise la complexité et on se donne du mal pour expliquer le parcours d'une fraise ou d'une pizza pour dire à quel point ça fait du mal (à la planète, aux sociétés, aux migrations) de consommer des fraises

venant d'Espagne ou du Maroc. Et pour donner des solutions, on efface toute la complexité et on propose presque de cultiver soi-même ses fraises ou ses tomates. Bien sûr, en posant ces choix de façon tellement abrupte, on évacue les questions de transition chez l'autre, celui chez qui mon alimentation était fabriquée pendant des décennies, celle qu'on a poussée à me faire des tomates ou des fraises et qui a construit une vie, une famille, basée sur ça. On compte sur ses capacités d'adaptation. Sans vraiment s'en préoccuper ou bien de plus en plus rarement.

Alors, et la co-transition dans tout ça ? Il s'agit de réintroduire du politique dans la transition : du Nord-Sud, du « ici et ailleurs », du décolonial, du féminin et du féminisme, de la lutte contre la domination. Parler de la transition sans parler de tout ça c'est risquer de retomber dans l'écofascisme que nous essayons de prévenir. Ne pas permettre que seuls

les affairistes du Nord puissent faire leurs affaires dans le Sud ou vice versa, mais dire, clamer haut et fort et défendre l'idée que oui nous avons beaucoup à gagner à travailler ensemble ici et ailleurs : hommes et femmes, du Nord et du Sud, des descendants de colonisés et des descendants de colonisateurs, nous devons construire un devenir pour ouvrir des possibles qui puissent nous concerner tou-te-s, et nous intéresser de là où nous sommes, en travaillant avec d'autres de là où elles sont. Il s'agit de repenser nos luttes en général, c'est-à-dire non pas juste traduire et comprendre des pensées venues d'ailleurs, comme le voudrait une approche anthropologique clas-

sique, mais aussi lutter contre la séparation entre un ici et un ailleurs, qui correspond à une construction de la modernité coloniale prise dans des logiques extractivistes et de domination. Par exemple, aussi, écrire plus de textes, faire plus de films avec pour objectifs de créer du lien, de l'interrelation, entre des luttes du Sud et des luttes situées au Nord. Il y en a qui s'y essaient, il y en a même qui y arrivent. Sans concessions, et sans passions tristes ; il s'agit d'un devenir lié mais qui reste à construire. Cette fois-ci, nous pouvons faire le bon choix et nous devons faire le bon choix. ■

Diplômé en sciences appliquées, Chafik Allal a d'abord travaillé en recherche, puis en consultance et en gestion de projets. Il s'est ensuite impliqué sur différents projets liés au multiculturalisme avant de rejoindre l'équipe d'ITECO. Ses centres d'intérêt sont liés aux techniques pédagogiques en éducation populaire, à la formation en interculturel et aux rôles des médias dans la sensibilisation et dans l'éducation.

INTERSECTIONNALITÉ : QUAND LES DOMINATIONS SE SUPERPOSENT ET SE RENFORCENT

Avec le Black Friday, cette débauche de consumérisme importée des Etats-Unis, le capitalisme néolibéral montre son vrai visage : celui d'un système prévu pour produire, consommer et jeter à un rythme de plus en plus fou. En bas, chez nous ou ailleurs, ce sont les pauvres, les femmes et les personnes de couleur – ou de minorités ethniques – qui sont le plus victimes de cette machine infernale.

Ce phénomène a donné naissance au concept d'intersectionnalité qui définit les points de rencontre entre les luttes contre ces dominations patriarcale, raciale et sociale. Selon Razmig Keucheyan, sociologue et professeur à l'université de Bordeaux, la lutte contre le réchauffement climatique devrait également tenir compte de cette intersectionnalité. En effet, différentes recherches prouvent que les victimes du racisme sont aussi très souvent victimes d'un environnement dégradé, ce qui l'amène à parler de « *racisme environnemental* ». De ce fait, il nous invite à rajouter une quatrième dimension à celles de classe sociale, de genre et de « race » : celle en lien avec la nature, qui n'est alors plus à percevoir comme universelle et extérieure aux rapports sociaux mais bien comme un enjeu et un lieu d'affrontements politiques. Il rejoint ainsi l'analyse écoféministe qui, depuis les années 80, consiste à penser l'intersection entre les dominations subies par les femmes et celles imposées à la nature, et leur émancipation commune.

Souffrons-nous d'une vision trop occidentale de la crise écologique ?

Le colonialisme a laissé des traces dans notre économie actuelle mais aussi dans notre vision du monde

et de ses problèmes. Comme le dit Françoise Vergès, autrice d'un essai-manifeste sur le « féminisme décolonial », « *le Sud, ce n'est pas un espace purement géographique, mais politique. C'est le produit d'une longue fabrication par le Nord et par le système capitaliste, qui en a fait un espace de vulnérabilité, à piller et à exploiter. Ce qu'on a appelé le "Tiers monde" et qu'on appelle maintenant le "Sud global", c'est cette constante division de l'humanité et de la planète en deux espaces, avec des frontières mouvantes qui distinguent*

d'un côté les gens qui ont droit à une vie décente, qui ont accès à de l'eau ou de l'air propre, et de l'autre ceux qui n'y ont pas droit. Dans le même temps, on trouve dans ce qu'on appelle le "Nord" (ly compris en Europe) des espaces construits comme des Suds. Une géographie urbaine en enclaves se développe, et partout les classes moyennes et riches se protègent en construisant des "gated communities". Leurs membres passent d'une enclave à l'autre, de leur maison climatisée au centre commercial climatisé – autant d'espaces entretenus par des femmes et des hommes racisés (mais surtout des femmes), surexploités puis rejetés dans des quartiers excentrés où l'eau et l'air sont pollués. Le confort de quelques-uns est construit sur l'invisibilisation et l'exploitation de plusieurs. Et cette construction en enclaves sécurisées, surveillées, interdites aux pauvres, est visible y compris dans les villes du Sud ».

Cette « invisibilisation » des populations exclues est encore renforcée par la négation des cultures et sa-





Marche pour l'égalité à Philadelphie

© Pete Voelker

voir-faire propres à celles-ci. Ainsi, dans une tribune intitulée « Pourquoi la jeunesse africaine ne se mobilise pas pour le climat », Thierry Amougou, économiste camerounais et professeur à l'UCL, dénonce le récit climatique occidental-centré qui oublie le savoir-faire des populations du Sud : « les peuples premiers dont les styles de vie ont préservé les deux poumons de la planète à savoir la forêt amazonienne et la forêt du golfe de Guinée, ont des connaissances autochtones

qui ne figurent jamais dans les rapports technoscientifiques ». C'est ce que disait également une citoyenne australienne en contemplant le soleil brillant au milieu des fumées d'incendies de janvier 2019, formant le drapeau aborigène : « *Si nous n'avions pas tué des tas d'Aborigènes et appris leur sagesse en matière de gestion de la brousse, nous n'aurions peut-être pas eu un moment aussi terrible que maintenant* ».

Au fond, c'est comme si l'héritage de la colonisation avait entraîné, peut-être de manière inconsciente, un mépris pour toute vision non occidentale de la nature. Dans son essai « Une écologie décoloniale », Malcom Ferdinand, chercheur au CNRS, parle de « négrocène » pour montrer à quel point la crise écologique est liée à la question (post) coloniale : pour lui, l'entreprise occidentale de domination du monde s'est traduite par l'exploitation du « nègre », réduit en esclavage, mais aussi de la nature.

Il est donc clair que la crise écologique et climatique ne touche pas de la même manière ni avec la même ampleur l'ensemble des habitants de ce monde. Les minorités de genre et ethniques, ou les majorités invisibles,

exclues, comme les femmes et les pauvres, sont les plus exposées aux différentes formes de dégradations environnementales. Pour la militante indienne Vandana Shiva, les femmes assurent la majeure partie de la production alimentaire dans le monde. Elles nourrissent le monde, comme la Terre nourricière fait vivre l'humanité. À l'inverse, la société moderne, caractérisée par le capitalisme financier et la mondialisation, exerce sur les femmes et la nature son despotisme patriarcal socioéconomique et technologique. D'où l'importance de soutenir un modèle d'agriculture basé sur l'agroécologie et sur l'égalité femmes-hommes.

À l'heure où de plus en plus de personnes prennent enfin conscience des effets de la mondialisation sur le climat et l'environnement, il est urgent d'intégrer les multiples formes de domination dans une compréhension globale des défis pour l'humanité. ■

Roland d'Hoop

NDLR : Les propos de Françoise Vergès sont extraits d'une interview publiée par la Revue Ballast : www.revue-ballast.fr/francoise-verges-la-lutte-decoloniale/



POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE PLUS 'SOUTENABLE'

Ces derniers mois ont été marqués par de nombreuses manifestations de la crise environnementale et sociale en cours : la crise du Covid-19 bien évidemment, mais aussi les incendies en Amazonie ou en Australie, ou les explosions sociales partout dans le monde (à l'image des gilets jaunes en France). Face aux immenses défis, voire à la perspective d'un effondrement civilisationnel, d'aucuns prônent une 'guerre totale' : le changement en profondeur de tous les domaines économiques, de tous nos modes de production et de consommation, en les rendant plus écologiques et solidaires. Cela vaut aussi pour le commerce équitable. Malgré de nombreuses vertus dans le domaine environnemental, le secteur doit encore effectuer une mue vers plus de soutenabilité.



Historiquement, le commerce équitable s'est construit comme un outil de développement basé sur l'équité des échanges commerciaux, afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs-trices et travailleurs-euses marginalisé-e-s du Sud de la planète. Malgré la relative absence de dimension environnementale, le secteur a connu à partir du début des années 2000 un fort verdissement, dans un contexte d'essor du concept de développement durable. Certains auteurs parlent même alors d'une « *quatrième ère du commerce équitable* », peu à peu intégrée dans le concept plus large de commerce durable.

Petit à petit, des critères ou principes environnementaux ont ainsi été inclus, notamment dans la définition du commerce équitable de 2001, dans les prin-

cipes WFTO (en 2019, le principe 10 a été renommé 'Crise climatique et protection de notre planète'), dans les cahiers des charges du label Fairtrade International, ou plus récemment dans la Charte Internationale du Commerce Équitable. Dans le même temps, les études d'impact environnemental se sont multipliées, des labels historiquement biologiques ont décliné des versions équitables et durables (ex. Ecocert Equitable, Naturland Fair), la WFTO lançait son initiative 'People and Planet' sur les produits circulaires, tandis que divers acteurs développaient une offre et un discours axés sur l'agriculture paysanne 'Nord' (ex. Ethiquable, Oxfam-Magasins du monde).

Qui dit justice sociale, dit justice environnementale !

Au-delà de ces différentes évolutions, il ne faut pas oublier que les critères

socio-économiques du commerce équitable contribuent intrinsèquement à la transition écologique : un prix minimum ou une prime par exemple permettent aux petits producteurs de mettre en place des modes de production plus écologiques (ex. plus de 50% des produits labellisés Fairtrade sont aussi biologiques).

Si l'on prend l'exemple du climat, le commerce équitable est un modèle économique éprouvé, qui donne les moyens aux petits agriculteurs et agricultrices de renforcer leurs capacités d'adaptation et de résilience face aux sécheresses, inondations et autres événements climatiques extrêmes.

De manière plus générale, le mouvement équitable lutte contre le manque de régulation commerciale, qui entrave des objectifs de protection environnemen-

tale et sociale ambitieux (ex. plaidoyer pour des chaînes d'approvisionnement plus transparentes, une répartition plus équitable de la valeur, le respect du devoir de vigilance des entreprises, voir p.28).

Un défi environnemental encore à relever

Malgré tout, un récent sondage de la Coopération Belge interpelle : seulement 25 % des Belges pensent qu'acheter des produits équitables est une bonne chose pour l'environnement, contre 70 % pour des produits locaux. Les jeunes sont encore plus sensibles à ces questions, 15 % à peine étant d'avis que les produits équitables sont bons pour l'environnement. Le secteur doit donc encore convaincre dans le domaine, notamment sur la question du transport international (qui ne constitue généralement pas une part importante des émissions CO₂ liées à un produit, voir encadré).

Dans ce contexte, il semble vital pour le secteur d'évoluer vers un moindre impact environnemental et plus de circularité (voir p. 26). Par exemple, en mettant l'accent sur l'écoconception des produits, la réduction des emballages ou encore l'augmentation des transports par bateau plutôt qu'en avion. Il serait également souhaitable d'accentuer le développement des filières équitables locales (du type 'Paysans du Nord'), tout en travaillant sur le bilan carbone des réseaux de distribution au niveau local (des études montrant que pour certains produits, l'essentiel de la pollution engendrée par le transport est dû aux trajets entre le centre de distribution et les détaillants). ■

Patrick Veillard

TRANSPORT LOCAL VS. INTERNATIONAL : EST-CE AUSSI SIMPLE ?

D'après un sondage récent, les Belges assimilent la notion de consommation responsable à l'achat de produits : 1) de saison (49%), 2) aux emballages/déchets réduits (46%), 3) locaux (39%). Les produits équitables (15%), biologiques (9%) ou éthiques (6%) viennent loin derrière. Ces réponses sont symptomatiques d'un 'raccourci culturel' très fort, assimilant local et durable, comme si le second présupposait nécessairement le premier.

En réalité, de nombreuses études démontrent que le transport ne constitue qu'une faible part du bilan carbone total d'un produit (les émissions de gaz à effet de serre – ou GES – sur l'ensemble de son cycle de vie, en particulier lorsqu'il se fait par bateau.). Parmi les exemples souvent cités :

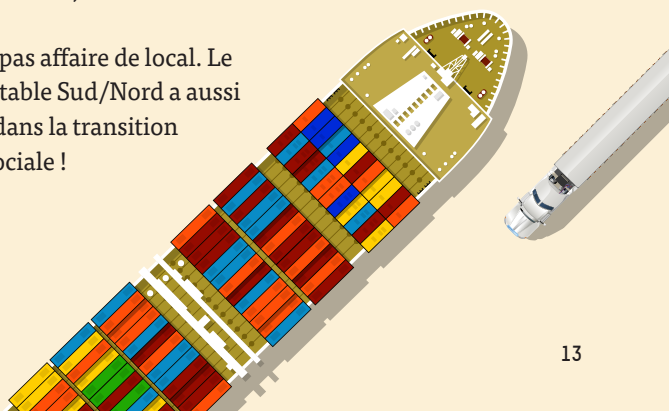
- Une tomate française hors saison (sous serre chauffée) a un impact carbone près de 4 fois supérieur à une tomate de saison importée d'Espagne.
- Un sucre de canne biologique du Brésil génère près de deux fois moins de CO₂ qu'un sucre de betterave Suisse.

Sans oublier qu'il n'existe pas d'alternative locale pour beaucoup de produits, notamment les produits tropicaux de consommation courante tels que le café, le thé, le cacao ou les bananes.

On le voit, les modes de production (intensif vs. paysan ou artisanal) jouent un rôle primordial dans le bilan carbone d'un produit, beaucoup plus que le transport. A titre d'exemple, le transport des aliments en France ne représente que 15% des émissions de GES du secteur alimentaire, contre 2/3 pour la production agricole.

Pire, le local est parfois un moyen de répondre à une demande citoyenne de durabilité en réduisant les contraintes environnementales ou sociales. Le tout local peut devenir ainsi un leurre, un moyen de faire croire que l'on fait du durable sans fondamentalement changer le système. Sans parler de la dimension identitaire, du risque de repli sur soi et du rejet de l'altérité.

Tout n'est donc pas affaire de local. Le commerce équitable Sud/Nord a aussi un rôle à jouer dans la transition écologique et sociale !



2^{ème} partie : enjeux

INTERVIEW

" NOUS VOULONS ÉVOLUER VERS UNE ACTIVITÉ ZÉRO DÉCHET "

 Propos recueillis par Laura Pinault



Moon Sharma est la directrice de TARA Projects, partenaire fournisseur d'Oxfam-Magasins du monde depuis 1980. Dans cet entretien, elle nous parle des défis pour l'avenir et de l'importance de la lutte contre les changements climatiques.

Ressentez-vous les impacts du changement climatique en Inde ? Est-ce une menace pour TARA et sa communauté ?

Le changement climatique est la plus importante crise à laquelle nous sommes confrontés à l'heure actuelle, dans notre région, dans notre pays et au niveau mondial. Comme vous le savez, la protection de l'environnement est l'un des principes du commerce équitable donc cela a toujours été une préoccupation importante pour nous. Nous constatons déjà les impacts de la crise climatique, avec des inondations, des sécheresses, la disparition de la forêt...

Quels types de projets menez-vous pour faire face à ces enjeux environnementaux et climatiques ?

Nous menons actuellement une campagne intitulée « Save the Water » en collaboration avec Emmaüs International. Nous avons mis en place des programmes de

récupération d'eau de pluie et de plantation d'arbres. Plus généralement, nous cherchons à remplacer le plastique dans les emballages des produits d'artisanat. Nous produisons aussi de l'artisanat à partir de déchets ou matériaux recyclés, notamment des bijoux.

Nous voulons vraiment limiter notre impact et évoluer vers une activité « zéro déchet », en réutilisant un maximum de matériaux existants. Si nous sommes sur cette voie-là, je pense que c'est grâce au commerce équitable. Toutes les organisations de commerce équitable, dont TARA, se tournent vers l'économie circulaire.

Collaborez-vous avec d'autres associations sur ces questions ?

Il existe une fédération qui réunit les organisations de commerce équitable indiennes, Fair Trade Forum India. Nous menons via cette plateforme de nombreuses campagnes de sensibilisation en lien avec WFTO et le mouvement international de commerce équitable.

POURQUOI TARA EST UNE ORGANISATION PIONNIÈRE EN INDE ?

TARA est une organisation de commerce équitable basée à New Delhi. Elle a été fondée dans les années 1970, au moment où le mouvement du commerce équitable a émergé. TARA s'engage au quotidien pour fournir des moyens de subsistance à plus de 500 artisan-e-s. L'organisation fabrique et exporte des produits d'artisanat et s'implique dans de nombreux projets de développement communautaire. Les membres de Tara sont convaincus que le commerce équitable est une approche holistique qui permet d'améliorer les conditions de vie non seulement des producteurs mais aussi de leurs communautés. L'organisation travaille également sur les enjeux de santé, la finance éthique, le renforcement des capacités, l'égalité de genre, la protection de l'environnement. L'objectif final est le développement durable et le commerce équitable est le moyen pour l'association d'y parvenir. Oxfam-Magasins du monde est l'un de ses plus anciens partenaires.

Nous sommes aussi liés à Emmaüs International. Collaborer avec d'autres structures nous donne de la visibilité et une chance plus élevée d'être entendus par les gouvernements. Nous avons par exemple commencé à travailler sur la question de l'eau il y a longtemps déjà, et à cette époque le gouvernement ne s'en préoccupait pas. Tout le monde devrait avoir accès à de l'eau potable. C'est encore un réel enjeu en Inde même si les autorités, notamment les gouvernements locaux, prennent de plus en plus conscience de l'ampleur du problème tout comme de l'importance de réduire les déchets plastiques.

TARA travaille également sur un nouveau projet autour de l'agriculture durable?

Oui, l'idée de ce projet est de sensibiliser des agriculteurs aux risques que présentent les pesticides et les engrais pour leur santé. On a commencé avec de tous petits terrains, ce qui permet aux artisan-e-s de cultiver leurs propres légumes. On leur montre que l'on peut produire de la nourriture sans avoir recours aux pesticides, en créant son propre compost, en utilisant de la bouse de vache comme engrais, etc. Il s'agit bien ici d'une démarche circulaire, car on transforme un déchet en une ressource. La région du Pendjab, au nord-ouest de l'Inde, a connu l'expérience de la Révolution Verte. Celle-ci a permis d'augmenter les récoltes, grâce notamment à l'utilisation massive d'intrants chimiques. Pendant longtemps, ils n'en ont perçu que les avantages. Mais dans cette région, une personne par famille en moyenne est atteinte de cancer. Saviez-vous qu'il y a un train qui vient du Pendjab qu'on appelle le train du cancer ? Il n'est jamais trop tard pour que les choses s'améliorent mais cela prend du temps. Nous pensons que l'agriculture durable est notre futur. Comme le dit Wangari Maathai*, nous croyons fermement que, « *vous ne pouvez pas protéger l'environnement sans former et informer les gens. Il faut les aider à comprendre que ces ressources sont les leurs, qu'ils doivent les protéger* » ■

* Wangari Maathai a reçu le prix Nobel de la paix en 2004 et a consacré sa vie à l'autonomisation des femmes et à la promotion de la démocratie et de la paix en mettant l'accent sur le développement durable.



D'AUTRES ACTIONS MENÉES PAR TARA

Dans le cadre de leurs efforts pour promouvoir l'agriculture durable, un projet a été lancé à Pataudi dans l'état de l'Haryana : les agriculteurs locaux sont formés aux techniques d'agriculture durable via l'utilisation de matériaux naturels et respectueux de l'environnement. Un compost a été créé, alimenté par les déchets ménagers des environs, et des formations au vermi-compostage ont également été organisées. Une pépinière d'arbres a été mise en place.

Le 22 mars est la journée mondiale de l'eau. En 2019, TARA a organisé plusieurs ateliers de sensibilisation sur la thématique de l'accès à l'eau pour tou-te-s. L'objectif était de communiquer sur l'importance de la crise de l'eau auprès des producteurs-trices et des salarié-e-s.

TARA a également célébré la journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2019 sur la thématique de la pollution de l'air, qui tue plus d'1,2 millions de personnes en Inde chaque année. Au cours de la semaine, plus de 200 arbres ont été plantés et des sessions de sensibilisation ont été organisées.

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : L'AVENIR DU COMMERCE ÉQUITABLE ?

Le concept d'économie circulaire a le vent en poupe en ces temps de crises environnementale et climatique. Ses promoteurs incluent des acteurs aussi divers que la marque de mode H&M, la fondation Ellen MacArthur (EMF) ou la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). Exploration du concept en compagnie d'Emmanuel Mossay (expert auprès d'Ecores) et Marine Spor (doctorante à l'ULB).

Que ce soit dans la mode, l'alimentaire ou encore la construction, difficile d'échapper au concept d'économie circulaire ! Son principe essentiel est de refermer le cycle de vie d'un produit. C'est-à-dire de passer d'un processus linéaire d'extraction – transformation – consommation – déchet, à un processus circulaire où les déchets sont réduits ou éliminés, en les utilisant comme matières premières de nouveaux produits.

Un concept englobant mais peu innovant

L'objectif majeur de l'économie circulaire est ainsi d'optimiser les flux de matière pour mieux utiliser les ressources disponibles et réduire la production de déchets. L'une de ses forces est son caractère très 'englobant' : elle recoupe de nombreuses pratiques différentes, telles que l'éco-conception (design de produits à l'impact environnemental réduit, notamment en termes de déchets en amont), l'écologie industrielle (l'échange de ressources secondaires entre entreprises), l'économie de la fonctionnalité (le remplacement de la vente de produits par la vente de services ou la location), ou encore le réemploi, la réutilisation, la réparation et le recyclage (voir schéma).

Mais selon M. Spor, « le concept n'est pas nouveau, il ne fait que réactualiser de nombreuses pratiques, telles que la fabrication au 19^{ème} siècle de papier à base de vêtements récupérés par les chiffonniers. C'est donc beaucoup une question de forme et de communication... Même si dans certains

secteurs, il y a des innovations, notamment techniques, qui rendent tout cela plus original ».

Hiérarchie des niveaux de circularité

Toutes ces pratiques ne présentent pas le même potentiel en matière de diminution de l'impact environnemental. L'échelle de Lansink est un outil permettant de les hiérarchiser, sur base du principe « le meilleur déchet est celui qui n'existe pas ». La réutilisation permet de retarder la génération d'un déchet, de son traitement et des coûts environnementaux liés.



Un problème majeur d'après E. Mossay est qu'aujourd'hui, « la majorité des investissements se font dans le bas de l'échelle, en particulier dans le recyclage. Quelque part, c'est une manière pour les gros acteurs privés de se targuer de faire de l'économie circulaire en ne remettant pas en question leur modèle de croissance ». Par exemple, H&M propose depuis plusieurs années de

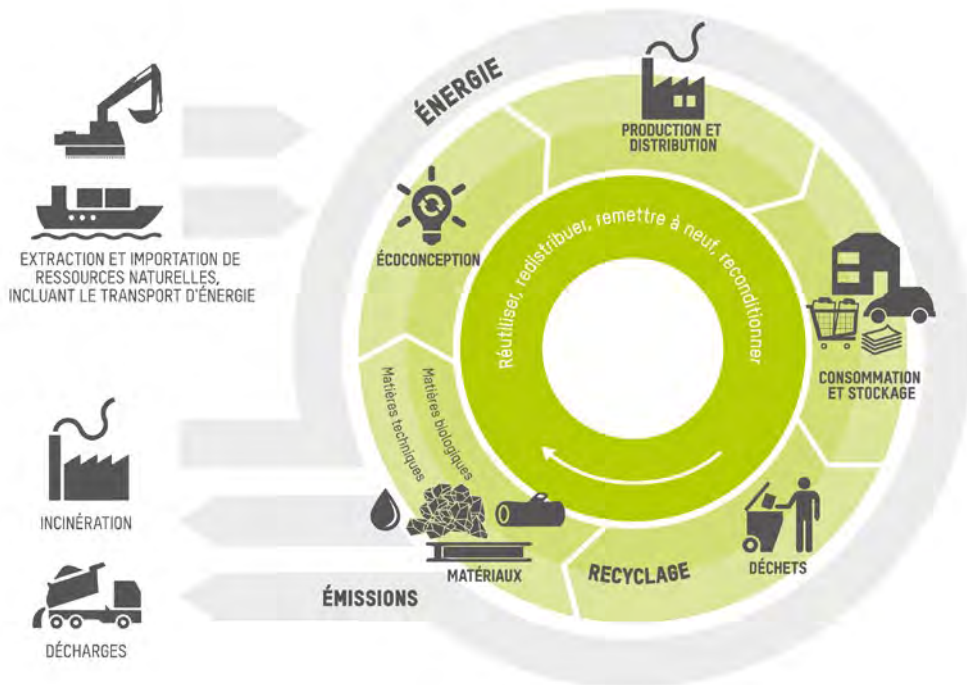
rapporter ses vêtements dans ses magasins en échange de bons d'achats. Cela peut être perçu comme une amorce de changement dans le secteur, notamment sous la pression de la société civile, ou à l'inverse comme du pur green washing, ne faisant qu'accélérer la boucle de production / consommation de la fast fashion. Pour E. Mossay, « ce sont souvent des PME ou indépendants qui ont les démarches les plus vertueuses ou innovantes. Certaines d'entre elles développent de nouveaux processus de réutilisation, de surcyclage ou de remanufacturing d'objets, ce qui les place à un niveau supérieur dans la hiérarchie ».

Quid des critères sociaux ?

Contrairement au développement durable, plus équilibré sur ses trois composantes économique, sociale et environnementale, l'économie circulaire cherche en priorité des bénéfices environnementaux, quitte à sacrifier l'emploi sur l'autel de la productivité du travail. Cette critique peut cependant être nuancée : plusieurs études prévoient un bilan neutre en termes d'emploi (voire un léger gain), dû notamment à la forte intensité du travail de secteurs tels que la gestion des déchets ou la réparation.

Une relocalisation de l'économie ?

Les discours politiques mettent souvent en avant le caractère non délocalisable des emplois créés. Les activités de réutilisation par exemple sont réalisées le plus souvent à une échelle territoriale restreinte (ville ou région), ce qui offre des avantages



en termes d'emplois et de limitation des transports (et donc des émissions CO₂).

Selon M. Spor, ce caractère local doit néanmoins être relativisé. « Cela dépend fortement du secteur considéré. Il est clairement faisable (et souhaitable) de relocaliser l'alimentaire par exemple. Mais dans le cas du textile, les conditions pour relocaliser l'industrie ne sont pas (encore) réunies, de par le caractère très mondialisé de la production. Il existe bien des tentatives mais les coûts des produits explosent, ce qui pose des problèmes d'accessibilité ».

E. Mossay partage cet avis. Selon lui, « il faut rester pragmatique : si l'on compare l'artisanat Nord à celui du Sud, ce dernier ne peut rivaliser dans une optique de parfaite circularité. Mais c'est différent si l'on compare l'artisanat Sud avec une production industrielle au Sud, en Chine par exemple, qui entraîne le plus souvent des conditions de travail indécentes ».

Ainsi, « cela fait parfaitement sens, à moyen terme, de développer au Sud des produits équitables (synonymes de travail décent) et surcyclés (c'est-à-dire sur base de déchets), puis de les envoyer au Nord pour une deuxième vie », explique E. Mossay. « On peut même imaginer créer des liens avec des ateliers au Nord pour réparer ou recycler ces produits équitables circulaires, afin de leur offrir une troisième vie. On

gagnerait également en valeur sociale si ces ateliers fonctionnaient dans une logique de réinsertion sociale ».

Une réelle alternative circulaire 'socio-équitable'

De telles filières, intégrant Nord et Sud d'une part et circulaire et équitable d'autre part, ne sont pas encore une réalité. Mais l'on peut essayer de tendre vers cet idéal. C'est ce qu'a récemment initié l'organisation mondiale du commerce équitable (WFTO), avec le lancement en 2018 de sa 'People and Planet initiative', qui vise le développement de l'offre en produits circulaires équitables par ses membres (voir pages 30). Pour pleinement réaliser ce type d'hybridation, il sera nécessaire de davantage collaborer avec d'autres acteurs, par exemple de l'économie sociale, dont les modèles organisationnels peuvent être source d'inspiration (ex. les Ressourceries, ou encore les fablabs, afin de travailler sur des produits plus fonctionnels ou 'low tech'). A défaut, le risque est grand que l'économie circulaire ne soit qu'un avatar de plus de l'économie capitaliste dérégulée. ■

Patrick Veillard

Pour aller plus loin

L'économie circulaire : l'avenir du commerce équitable ?

www.omdm.be/analyses

HISTOIRES PLASTIQUES

Le plastique est l'objet, ou plutôt la matière, de toutes les critiques. Et pourtant, il a un jour été la promesse d'un monde meilleur. L'histoire du plastique est une histoire humaine à écrire au pluriel, celle du fantasme d'une matière magique et démocratique, au destin tragique tant elle met en péril la vie sur Terre.

Pointé du doigt à l'heure de notre crise écologique actuelle, il présente pourtant une situation paradoxale : le plastique dégrade notre qualité de vie et celle des autres espèces vivantes à l'échelle planétaire, tout en nous maintenant en vie (il n'y a qu'à voir combien les soins de santé prodigués à l'hôpital en dépendent !).

Par ailleurs, il pourrait s'avérer être notre meilleur allié pour répondre aux désastres écologiques actuels et à venir, si l'on en croit les innovations émergentes comme l'Ocean Cleanup, un procédé imaginé par le jeune Néerlandais Boyan Slat à l'âge de 17 ans pour dépolluer 90% des plastiques présents dans les océans ! (theoceancleanup.com).

Pour en savoir plus :

Magique, tragique et autres « hics » du plastique.

www.omdm.be/analyses

OXYGEN : UNE NOUVELLE GAMME DE PRODUITS LOCAUX RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Julie Dalebroux & Valentine Donck



Quelques exemples des produits Oxygen



De plus en plus de consommatrices et consommateurs, conscients des enjeux environnementaux, recherchent des produits correspondant davantage à leurs valeurs. Dans cette optique, nombre d'entre eux choisissent des produits zéro déchet, locaux ou issus de matières premières naturelles (ex. en bois, en bambou ou en coton).

Ces types de produits sont le plus souvent vendus dans des magasins écologiques ou zéro déchet, ce qui peut amener les consommateurs-trices à devoir choisir entre produits équitables d'une part, et produits écologiques/locaux de l'autre.

Pour Oxfam-Magasins du monde, les deux démarches ne sont pas concurrentes: les produits équitables et les produits locaux, lorsqu'ils sont durables, sont complémentaires. S'il est cohérent de fabriquer un produit zéro déchet tel que les poches à sandwich en lin en Belgique, il est tout aussi co-

hérent de fabriquer les pailles en bambou au Cambodge, la matière première provenant de cette région. À quoi bon faire fabriquer des pailles en bambou en Belgique ? Le même raisonnement peut être tenu pour les bijoux en argent du Mexique ou les foulards en coton provenant d'Inde. Surtout que le transport international ne représente le plus souvent qu'une faible part de l'impact environnemental total de ces produits (voir p. 13).

Depuis 2019, Oxfam-Magasins du monde développe une nouvelle gamme de produits fabriqués en Eu-

rope : la gamme Oxygen. Cette gamme est née d'un constat : beaucoup de produits zéro déchet ou écologiques sont actuellement fabriqués en Asie dans des conditions de travail peu transparentes. De ce constat est né le désir de développer une gamme de produits éco-conscients, fabriqués le plus localement possible et en portant une attention toute particulière à l'origine des matières premières et aux conditions de production.

Avec cette nouvelle gamme Oxygen, Oxfam-Magasins du monde favorise aussi les produits circulaires, notamment ceux fabriqués avec de la matière première recyclée ou réutilisée. C'est le cas par exemple des gourdes en verre de Carry, produites en Allemagne avec 80% de verre recyclé.

Cela ne peut malheureusement pas être appliqué partout. Dans la fabrication à destination alimentaire par exemple, il est impossible d'utiliser des matières premières recyclées pour des questions de sécurité alimentaire. Pour ces produits, Oxfam privilégie donc l'utilisation de matières premières le plus locales possible. C'est le cas des emballages alimentaires réutilisables Wraipi, fabriqués à partir de lin cultivé en Europe.

De même, les produits Bag to green sont fabriqués à partir de lin provenant de la région, par des personnes handicapées dans une entreprise de travail adapté en Belgique. Cette gamme inclut des poches à sandwich, que beaucoup de sandwicheries acceptent déjà, afin d'éviter le suremballage. On peut évidemment aussi les utiliser pour emballer ses tartines et éviter ainsi l'usage d'aluminium ou de boîtes en plastique. La gamme comprend également des petits sacs à savon dans lesquels on peut placer son savon en bloc. Cela permet d'utiliser son savon jusqu'au bout sans le sortir, les petits morceaux se réagrégeant ensemble pour former un nouveau savon, ce qui réduit *in fine* le gaspillage.

Plusieurs projets de ce type sont en cours de développement chez Oxfam-Magasins du monde, tels que des emballages en tissus recyclés – les fameux furoshikis – et de nouveaux objets fabriqués à partir des agendas invendus de l'année précédente. ■



Des matières textiles locales et durables

Produire des matières premières localement et proprement est assurément une solution pour diminuer l'empreinte écologique de l'activité textile. Mais quelles sont plus précisément les différentes possibilités ? La laine et le lin sont deux fibres textiles qui sont déjà produites en Belgique, et plus largement en Europe. Le chanvre est une autre alternative au coton qui bénéficie d'un regain d'intérêt. Eclairage sur ces trois fibres adaptées à nos sols et nos climats.



La laine

La laine, issue des élevages de moutons, n'est plus un produit rentable pour la plupart des éleveurs, car les prix ont fortement baissé notamment de par la forte concurrence en provenance de Nouvelle-Zélande (aux coûts de production très faibles). A titre d'illustration, la vente de la laine ne paie souvent même pas les frais de tonte. La Filière Laine estime que 10% de la laine Wallonne est transformée sur place, le reste étant exporté hors UE. Il existe en Belgique quelques initiatives et labels naissants qui ont pour but de sortir la laine de son circuit traditionnel, afin de mieux la valoriser. Le label Be-Wool par exemple, mis en place par la Filière Laine, garantit entre autres un prix minimum à l'éleveur ainsi que la provenance belge de la laine (à raison de 50% minimum). Le projet « Laine Fleurie » de Natagora met à l'honneur la laine locale. Elle provient de moutons qui entretiennent, par pâturage, des milieux particulièrement riches en biodiversité : réserves naturelles, sites Natura 2000 et prairies à haute valeur biologique. La marque Lanado, quant à elle, vend des produits en laine 100% belge.



Le lin

Le meilleur lin du monde pousse dans le nord de la France, en Belgique et aux Pays-Bas. On peut parler d'un terroir européen du lin qui fournit 80% de la production globale. Cela s'explique par la conjugaison idéale d'un sol et d'un climat (alternance régulière de pluie et de soleil) qui permettent l'élaboration d'une fibre solide et renommée à l'échelon

planétaire (Libeco). Le lin connaît un regain d'intérêt depuis quelques années, notamment du fait qu'il est possible de le cultiver en bio. Le lin est 'roui' en champs. Il s'agit d'un phénomène naturel – le rouissage – où des microorganismes nettoient les fibres de leur 'ciment'. Jusqu'en ce début d'année 2020, il n'existait plus de filature capable de filer le lin en Europe occidentale, la plus proche se trouvant en Pologne (la majorité du lin est filée en Chine). Mais le groupe Velcorex vient d'ouvrir une filature spécialisée dans le lin en Alsace, et d'autres initiatives, telle 'Lin Possible', veulent relocaliser cette étape indispensable.

Le chanvre

Le chanvre textile est une variété de Cannabis qui contient moins de 0,2% de substance psychotrope. La culture du chanvre est en pleine effervescence, car elle intéresse les consommateurs et les industriels pour ses aspects écologiques. En plus de ne nécessiter aucun herbicide ni pesticide, elle est peu exigeante en matière de sol et de climat. Des recherches sont menées un peu partout (ex. Europe, Chine) pour suivre le même itinéraire technique que pour le lin. L'objectif est d'obtenir des fibres longues polyvalentes, qui permettent des jerseys plus fins.



Au final, il est clair que la demande des consommateurs pour un textile plus durable, conjuguée aux convictions propres de certains industriels, pousse de nombreuses entreprises textiles européennes à intégrer davantage de fibres locales et écologiques, tout en relocalisant certaines étapes de production.

QUAND LE COMMERCE ÉQUITABLE S'ENGAGE FACE AUX DÉFIS MIGRATOIRES

Roland d'Hoop



Le droit au travail est un droit fondamental, essentiel à l'exercice et la jouissance des autres droits fondamentaux. De tout temps, le travail a été un vecteur de lien social pour les individus. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'une fois arrivées dans le pays d'accueil, les personnes migrantes et réfugiées cherchent par tous les moyens un travail qui soit à la fois un moyen de subsistance et l'opportunité de se faire une place dans la société d'accueil. Le commerce équitable peut apporter une solution pour l'intégration et l'autonomisation des migrant-e-s.

Les migrant-e-s sont des personnes très vulnérables, de par la situation qu'elles ont fuie, suivie de l'épreuve de migration en tant que telle. Beaucoup ont dû dépenser leurs économies pour financer leur voyage, souvent par l'intermédiaire de passeurs. Une fois arrivées dans le pays d'accueil, elles vont très vite avoir besoin d'un revenu afin de stabiliser leur situation et pouvoir mieux s'intégrer dans leur pays d'accueil.

Dans une étude de janvier 2019, l'OCDE soulignait les discriminations que subissent les réfugié-e-s sur le marché de l'emploi en Europe, qui aggravent leur situation de vulnérabilité : « En retardant leur accès au marché du travail,

quelques pays empêchent les réfugiés de démarrer leur processus d'intégration. En accélérant la reconnaissance du statut de réfugié et leur accès au marché du travail, notamment pour les demandeurs d'asile à qui l'on peut octroyer une protection, cela pourrait accélérer leur intégration ». La Belgique fait figure de très mauvais élève, avec un taux d'emploi des personnes nées à l'étranger de 57 %, l'un des pires de l'UE. Selon une étude de janvier 2020 de la Banque Nationale, même les secondes générations de migrants sont touchées par cette discrimination à l'embauche. « Il apparaît que l'ascenseur social est cassé pour les descendants d'immigrants non européens », conclut l'étude.

La plus-value du commerce équitable

En valorisant les savoir-faire traditionnels d'artisan-e-s et en les adaptant aux tendances du marché d'importation, le commerce équitable peut faciliter l'intégration des personnes réfugiées et leur offrir un revenu stable, au Nord comme au Sud. Dans les régions qui sortent d'un conflit, le caractère démocratique et participatif des coopératives de commerce équitable, et le fait qu'elles offrent des conditions de travail et un salaire décent, représentent un espoir à la fois pour la paix et pour une relance de l'économie. Un bon exemple est le Liban où le commerce équitable est perçu comme un levier important pour stabiliser le pays et réhabiliter le savoir-faire et la mémoire culturelle de la région. ■

Pour en savoir plus

L'emploi et le commerce équitable, des leviers importants pour l'intégration des migrants
www.omdm.be/analyses

MADE 51 : de réfugié-e-s à producteurs/trices d'artisanat équitable

Ce projet lancé par le Haut Commissariat pour les Réfugiés en collaboration avec WFTO (l'organisation mondiale du commerce équitable) vise à connecter les femmes et hommes artisans réfugiés aux marchés d'importation en valorisant leurs savoir-faire traditionnels et en les adaptant aux tendances actuelles; en les formant aux affaires; et en nouant des partenariats entre artisans, entreprises sociales, grandes marques et acheteurs du commerce de détail. MADE51 offre aux femmes et hommes artisans réfugiés un moyen de commercialiser leurs produits dans le monde entier. En collaborant avec un réseau mondial d'entreprises sociales, Made51 leur donne accès à un moyen de subsistance durable.

Selon Heidi Christ, directrice de Made51, « il existe une grande variété



té de compétences et de matériaux à mettre en valeur dans une collection d'artisanat produit par des réfugiés. Et si nous combinons ces compétences traditionnelles au design contemporain, comme nous le faisons dans cette première collection, cela crée des produits qui portent les histoires de réfugiés tout en les adaptant à votre table de salon. »

Le résultat vaut le détour et est une magnifique opportunité pour ces populations fragilisées, dont on valorise les talents tout en leur garantissant des moyens de subsistance.

Pour en savoir plus sur le projet : made51.org

Silaiwali : des poupées fabriquées par des réfugiées afghanes

Il y a un peu plus d'un an, les designers Iris Strill et Bishwadeep Moitra, ont lancé le projet Silaiwali. Cette entreprise sociale située à New Delhi emploie des artisanes afghanes réfugiées en Inde. Inspiré de l'économie circulaire, Silaiwali part d'une volonté d'utiliser les chutes de l'industrie textile indienne (30% de la production finit en déchet après la coupe du tissu), pour les transformer en un produit attractif, confectionné par des femmes précarisées. De ce cercle vertueux ressort chaque mois une série de poupées de chiffon vendues à un prix garantissant aux artisanes un revenu décent. Forte de son succès, Silaiwali a multiplié par sept le nombre de ses employé-e-s en un an (de 10 à 70).

Pour en savoir plus sur le projet : silaiwali.com



LA SLOW FASHION : VERS UNE MODE PLUS ÉTHIQUE ET PLUS DURABLE

S'il est un secteur que l'on associe avec des conditions de travail indécentes, c'est bien celui du textile. Les commémorations chaque 24 avril de l'accident du Rana Plaza au Bangladesh sont là, entre autres, pour nous le rappeler. Des publications récentes ont montré à quel point son impact environnemental est également très lourd. Au-delà de l'utilisation intensive d'eau et d'importantes émissions de CO₂ (voir encadré), on a ainsi découvert que le lavage des vêtements provoque une forte pollution plastique des rivières et océans : jusqu'à 700.000 fibres microplastiques par lavage ! Mais qu'en est-il de la slow fashion, ce mouvement qui se présente comme une alternative, et quels sont ses liens avec le commerce équitable ? Petit tour de la question.

Dans les milieux dits alternatifs, presque tout le monde connaît le concept de slow food : un mouvement né en Italie dans les années 80 défendant la qualité, la convivialité, la traçabilité, etc., le tout en opposition à la standardisation des produits industriels.

La slow fashion est l'équivalent (plus récent et moins connu) dans le domaine textile. À l'opposé du modèle de fast fashion qui exploite et qui pollue, la slow fashion combine respect des travailleur·euse·s et de l'environnement, et ce sur l'ensemble du cycle de vie des vêtements : de la conception jusqu'à la fin de vie, en passant par les différentes étapes de production

et de consommation. Le concept est en cela proche de celui d'économie circulaire (voir p.18), mais appliqué au secteur de la mode, et avec une approche plus socio-culturelle (opposition à la standardisation des produits, protection des identités culturelles et des savoir-faire, attachement symbolique aux vêtements et à leur histoire).

Popularisée par des organisations telles que Fashion Revolution, la slow fashion est de plus en plus tendance (pour ne pas dire à la mode), du fait notamment de son caractère global. Même si ce dernier signifie un certain 'flou artistique' (et donc des risques de greenwashing), cela donne beaucoup d'opportunités d'alliances entre mouvements et associations, souvent assez cloisonnés. La campagne d'Oxfam-Magasins du monde « Une autre mode est possible » a ainsi regroupé, sous l'étiquette slow fashion, une grande diversité d'alternatives : le textile équitable, mais aussi éthique, le biologique, le vêtement de seconde main, le local, la réparation, la location, l'upcycling et le durable (dans le sens solidité des matériaux et intemporalité du style).

Chacune de ces approches est incomplète ou imparfaite, mais apporte sa pierre à l'édifice d'une mode plus durable. L'achat de vêtements neufs équitables ou éthiques permet par exemple de se concentrer sur les conditions de vie et de travail dans le 'Sud' (petits producteurs de coton, ouvriers ou artisans) mais ne couvre pas ou peu l'environnement, à l'inverse des

WHAT IS SLOW FASHION?





Quelques chiffres sur l'impact environnemental du secteur textile

- **100 milliards de vêtements** ont été consommés dans le monde en 2014 (en augmentation de 40% entre 1996 et 2012 pour la seule UE).
- La production et la consommation associées au secteur textile sont responsable de l'**émission de 1,7 milliard de tonnes de CO₂ par an**. Des différentes étapes du cycle de vie d'un tee-shirt en coton, c'est son utilisation qui serait la plus émettrice (52%), suivie de sa fabrication (26%) et de la production des matières premières (14%).
- Le secteur produit également **92 millions de tonnes de déchets par an**, sachant que seulement de 15 à 20% du textile était recyclé en Europe en 2005.
- L'**habillement représente de 2 à 10% de l'empreinte environnementale globale des ménages** dans les pays riches, au 4ème rang après le logement, la mobilité et l'alimentation.

vêtements biologiques. D'autres approches se focalisent davantage sur les critères environnementaux, généralement dans les pays dits du Nord : c'est le cas des magasins de location, de seconde main ou de l'écoconception.

En résumé, la slow fashion tente de combiner les enjeux sociaux et environnementaux du développement durable dans la seule filière textile (dans l'idéal dans un même produit), tout en couvrant à la fois le Nord et le Sud. Cela en fait un outil de sensibilisation global,

voire systémique, à l'image notamment des objectifs de développement durable (en particulier l'ODD 12 sur la consommation et la production responsables).

Le secteur équitable ne pourrait-il pas s'inspirer de cette approche multi-critères pour se renouveler ? On pourrait par exemple introduire des critères d'économie circulaire aux critères équitables existants, afin de tendre vers un commerce plus soutenable, i.e. adapté aux contraintes planétaires. A l'image de la slow fashion, les acteurs équitables pourraient ainsi travailler davantage l'écoconception des produits, pour qu'il soient plus solides, plus fonctionnels et aient un impact environnemental plus réduit (voir par ex. les produits en Sari recyclé de Sasha en Inde, p.24, et ceux de Tara, p. 14).

Dans le contexte d'urgence écologique et sociale actuel, cette systémisation des approches semble indispensable. A ce titre, le modèle de slow fashion pourrait être l'exemple à suivre, une sorte d'avant-goût des modes de production et de consommation de demain. Le secteur doit néanmoins relever de nombreux défis, en premier lieu celui du changement d'échelle. Il reste en effet encore peu développé, en comparaison par exemple au foisonnement d'alternatives alimentaires, que ce soit en équitable ou en circuit-court. Il est donc essentiel d'accompagner son développement à l'aide de politiques publiques adéquates (voir p.28), par exemple en termes de soutien à l'entrepreneuriat. ■

Patrick Veillard

Pour en savoir plus

- Définition, cartographie des acteurs/trices belges et positionnement d'Oxfam-Magasins du monde.
- Impact environnemental du secteur textile : le dernier clou dans le cercueil ?
www.omdm.be/analyses

VERS DES PRODUITS ÉQUITABLES PLUS CIRCULAIRES

Le commerce équitable évolue pour prendre davantage en compte la protection de l'environnement, au Nord comme au Sud. Ainsi, beaucoup de nos partenaires dans les pays du Sud sont déjà engagés dans une démarche visant à réduire les déchets, à les valoriser et à minimiser l'impact sur l'environnement, notamment grâce à l'utilisation de matières naturelles ou recyclées.

CORR-The Jute Works (CJW) en est un exemple concret. L'organisation située au Bangladesh a été fondée dans les années 70 pour venir en aide aux nombreuses femmes veuves suite à la guerre d'indépendance avec le Pakistan. Comptant 95% de femmes, l'organisation permet de réduire l'exode rural en leur fournissant un travail dans les campagnes. Les artisan-e-s utilisent uniquement des matières premières naturelles et biodégradables, principalement le jute, ainsi que des matériaux recyclés et réutilisables, comme le sari et le jeans.

Le jute, une plante miracle

La culture du jute est très répandue en Inde et au Bangladesh, en particulier dans les vallées du Gange et du Brahmapoutre. Elle présente de nombreux avantages. En effet le jute peut être cultivé sur des terrains vagues, des zones de marées, des sols alcalins et des zones peu fertiles. Après quelques années, ces zones seront aptes à accueillir d'autres cultures plus rigoureuses comme celle du riz. A haut rendement

et possédant une empreinte carbone très faible, les plantations de jute ont un taux d'assimilation du CO₂ parti-

culièrement élevé, jusqu'au double de celui des arbres. Cette culture est donc une alliée de taille dans la lutte contre le changement climatique. De plus, les plants de jute nécessitent très peu d'eau ou de pesticides et il n'y a aucun recours aux OGM.

Le jute est principalement utilisé pour la confection de sacs, de cordes et de paniers.





Faire du neuf avec du vieux

Dernièrement, Oxfam-Magasins du monde a également commercialisé des produits de CJW en jeans recyclés. Le Bangladesh est le deuxième plus gros exportateur de vêtements et a pris la tête des marchés mondiaux d'exportation du jeans. Il y a donc beaucoup de gaspillage dans l'industrie à l'étape de découpe des jeans. Les artisan-e-s de CJW collectent ces déchets et les réutilisent pour la fabrication artisanale de nattes, paniers, etc. Le métissage entre des matières naturelles et recyclées est d'ailleurs une pratique courante chez plusieurs de nos partenaires. Dernièrement, nous avons reçu de Tara projects (Inde) des produits en sari recyclé, ces tuniques indiennes colorées que les femmes portent quotidiennement (voir page 14).

Cette approche circulaire se retrouve également chez Dhaka Handicrafts, un autre partenaire du Bangladesh, où il existe également un marché de seconde main. Les saris sont alors incorporés dans

de l'artisanat, par exemple dans des paniers en fibres naturelles et sari recyclé, ou dans un set de table en feuille de mela et sari recyclé.

L'upcycling, une pratique encore plus engagée

Certains partenaires vont plus loin dans la démarche du recyclage en utilisant uniquement des déchets pour recréer d'autres objets d'une qualité supérieure. C'est ce qu'on appelle l'upcycling (ou surcyclage). Au Cambodge, notre partenaire VillageWorks utilise beaucoup cette approche et fabrique, entre autres, des sacs pour vélo et des pochettes de toutes tailles à partir de vieux sacs de ciment.

VillageWorks allie une créativité impressionnante et de grandes capacités de développement de produits (recyclés). L'organisation travaille également avec d'autres matières issues de déchets, comme des toiles de moustiquaires, en combinaison avec des matières naturelles. Un de leurs

produits phares actuellement est une pochette de dix pailles en bambou, incluant un goupillon de nettoyage. L'idée est d'avoir une alternative aux pailles en plastique, dont 1 milliard sont utilisées et jetées chaque jour dans le monde. La Belgique interdit la vente de ces produits depuis janvier 2020, cependant ils restent commercialisés ailleurs, mettant plus de 200 ans avant de disparaître, polluant ainsi souvent les océans. D'autres organisations partenaires suivent la même voie (voir page 30). Tous ces exemples confirment la mue du commerce équitable vers l'économie circulaire.

L'économie circulaire n'est donc pas limitée à l'Occident : les pratiques et le concept sont bien présents dans l'hémisphère Sud, où la démarche environnementale se fait parfois de manière naturelle, grâce à des savoir-faire hérités d'une longue tradition. ■

Marie Hendrix



PROMOUVOIR LES ÉCHANGES CRÉATIFS NORD/SUD AUTOUR DE L'ARTISANAT

Tannyna Kowalski est une jeune designeuse textile diplômée de l'Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles. En décembre 2019, elle est partie en Inde à la rencontre de quelques partenaires de commerce équitable d'Oxfam. Extrait de son carnet de voyage.

«Designer textile de formation et passionnée des questions gravitant autour du néo-artisanat, de l'interculturalité et de l'économie sociale et solidaire, j'ai longtemps rêvé de découvrir les pratiques textiles artisanales en Inde. Novice dans ces domaines, j'ai frappé à la porte d'Oxfam-Magasins du monde pour y trouver un soutien. C'est ainsi qu'est né le « Projet Histo », une mission exploratoire autour du néo-artisanat en particulier avec le textile.

Il prend la forme d'un voyage de cinq semaines en Inde, une immersion à travers différents types d'or-

ganisations (entreprises sociales, ateliers, villages artisan-e-s) et diverses rencontres (designers et institutions) afin de collecter un maximum de données et dresser un portrait de l'artisanat contemporain en Inde et le mettre en écho avec les pratiques des pays dits «Nord».

L'objectif de cette mission était d'ouvrir des pistes de réflexion quant à la notion de « néo-artisanat » et définir ses enjeux contemporains ainsi que les pistes d'innovation possibles pour l'artisanat et le textile au sein des échanges Nord-Sud.

Avec l'accompagnement de CRC par exemple, j'ai eu la chance de pouvoir aller visiter un village de tisserands dans la région de Katwa, à environ 300 km de Calcutta. Une expédition en train avec Sanjoy, un des designers de CRC qui connaît bien le village et a aussi travaillé avec eux à titre personnel lors de la production de sa collection de fin d'études.

L'Inde est incroyablement vaste et chaque région, chaque État a ses particularités en terme de motifs, couleurs, techniques, etc. Les artisan-e-s de ce village maîtrisent particulièrement la technique du «Jamdani», technique traditionnelle du Bengale-Occidental, qui permet de créer des motifs au sein de la toile à l'aide d'un fil supplémentaire ajouté pour chacun des



Je me pose dès lors beaucoup de questions quant à cette notion de transmission qui m'a toujours beaucoup intriguée. Cette passation de savoir est magnifique lorsqu'elle est choisie : c'est un symbole d'héritage, de patrimoine ... mais l'est-ce tout autant quand cette transmission est subie ? Le contexte socio-économique et le niveau d'accessibilité à l'éducation ici est faible, si bien que j'ai la nette impression que ces jeunes n'ont pas vraiment d'autre choix que d'apprendre le métier de leur parent et de s'inscrire dans un modèle similaire ». ■

motifs. Un travail incroyable, de patience et de minutie.

En arrivant, c'est Bikash Basak qui nous guide à travers le village. Ils nous font entrer dans les maisons, les unes après les autres pour me faire découvrir cet art incroyable.

Les maisons sont très étroites (il faut dire que je suis assez grande comparée à la moyenne des habitants de cette région...), les artisans travaillent chez eux, en famille. Souvent les deux époux sont tisserands et ont appris le travail auprès de leurs parents, eux aussi tisserands dans le même village.

La transmission du savoir est héréditaire. Sankar Dey a 60 ans et tisse depuis ses 12 ans. Soit 48 ans de carrière. C'est son père qui

lui a appris et il a lui-même appris le tissage à son fils qui est aussi tisserand (et un de nos guides dans le village).



En 2018, Tannyna Kowalski et son collectif Macocoï avaient participé à une expérimentation inédite organisée par Oxfam-Magasins du Monde à l'occasion de la venue de Lidia Lopez, artisane pour l'organisation guatémaltèque Aj Quen. L'expérimentation visait à explorer de nouvelles matières et techniques artisanales textiles, sur base d'un échange créatif entre le collectif et l'artisane. Suite à cette expérience Tannyna a souhaité s'engager professionnellement dans cette piste et s'est intéressée aux textures et techniques artisanales indiennes. Pour Tannyna, il est nécessaire de développer davantage d'échanges créatifs dans les partenariats d'artisanat, au-delà de l'échange commercial. C'est pourquoi elle a décidé de reprendre ses études pour se former à la Coopération Internationale au Développement. Elle espère entre autre se doter d'outils pour la mise en place de collaborations entre designers belges et indiens. Le développement d'outils en ligne comme des moodboards, ou un échantillonnage matière pour mieux cibler les tendances européennes, ainsi que des résidences d'artisans, sont autant de pistes qu'Oxfam souhaite mettre en œuvre avec elle.

FIN DU MONDE, FIN DE MOIS, MÊME COMBAT

QUI SÈME
LA MISÈRE
RÉCOLTE
COLÈRE !

Ce slogan ne provient pas d'un manifestant mais de l'ancien ministre de la Transition écologique et solidaire français, Nicolas Hulot, à l'occasion de la crise des gilets jaunes fin 2018. Quelques mois après sa démission fracassante du gouvernement d'Emmanuel Macron était ainsi résumé en une formule choc l'enjeu sans doute le plus crucial de notre siècle : réduire les inégalités croissantes tout en préservant l'habitabilité de notre planète face aux nombreux dépassements du 'système Terre', en particulier le changement climatique et la perte de biodiversité. Quels types de politiques publiques peut-on concevoir pour s'attaquer à ces enjeux sociaux et environnementaux ?

«*La bonne nouvelle*», indiquait le militant écolo Cyril Dion dans une récente tribune du journal Libération, «*c'est que la raison pour laquelle la planète est dévastée est la même que celle qui provoque les délocalisations, l'esclavage moderne dans les usines ou la montée des inégalités : le système capitaliste dérégulé*».

La quadrature du cercle 'social et environnemental'

Si le constat d'un 'ennemi commun' semble relativement consensuel, les solutions sont, comme souvent, plus difficiles à faire émerger. Plus particulièrement, l'équilibre des mesures politiques entre social et environnemental s'apparente souvent à une quadrature de cercle.

La crise des gilets jaunes en est une bonne illustration. Partie, pour rappel, d'une hausse de la taxe sur le carburant, elle se voulait à l'origine un moyen d'orienter les usagers vers une mobilité plus durable, tout en contribuant au budget de la transition énergétique. En réalité, il a vite été clair que la hausse des taxes bénéficierait quasi-exclusivement au budget général de l'État, qu'elle serait inefficace en termes de réduction de l'usage automobile et surtout, qu'elle affecterait principalement les habitants des zones périurbaines et rurales, les plus dépendants à la voiture et souvent les plus précarisés.

A travers cette crise, on a pu mesurer à quel point une mesure se voulant écologique s'est révélée profondément inégalitaire et a suscité, en réaction, un

mouvement social qui aura fortement ébranlé le pouvoir.

Exemples de politiques intégrées

Néanmoins, concevoir des politiques s'attaquant aux deux n'est sans doute pas aussi difficile que d'aucuns veulent bien le (faire) croire. On peut ainsi imaginer de nombreuses mesures en matière d'écofiscalité. Par exemple faire davantage peser la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes, comme le proposent l'économiste Pierre Larrourou et le climatologue Jean Jouzel avec leur 'Pacte finance – Climat' (une sorte d'impôt fédéral sur les entreprises qui dépendrait de leur bilan carbone). Une autre piste serait de stopper les subventions aux énergies fossiles, pour les réorienter vers des industries vertes

créatrices d'emplois, comme le prône le mouvement 'Divest-Invest'. Dans tous les cas, il est crucial de faire de la fiscalité un outil incitatif ou dissuasif, et non punitif. Il faut pour cela redistribuer les dividendes de ces taxes, soit dans la transition écologique en tant que telle, soit pour aider les personnes impactées par les changements.

C'est cette dernière approche que des acteurs du mouvement syndical défendent avec leur concept de transition juste, qui recouvre notamment des mesures en matière d'emploi (ex. reconversion des travailleurs du charbon dans les énergies renouvelables ou l'isolation thermique des bâtiments).

Sur ce même principe d'amélioration de l'environnement comme source d'emplois mais à une échelle plus réduite et locale, les régions de Bruxelles Capitale

et de Wallonie ont mis en place au début des années 2010 des alliances Emploi – Environnement (AEE), principalement dans le secteur de la construction durable mais aussi de l'eau, de l'alimentation durable et des ressources et déchets.

Relever les défis des inégalités et de l'environnement de manière globale et simultanée

S'il est impossible ici de faire le tour de ce type de politiques, on sent bien néanmoins qu'elles restent pour beaucoup à l'état d'ébauches, voire de vœux pieux. Les raisons, multiples, vont de la puissance des lobbys économiques au conservatisme du monde politique, en passant par les difficultés de conception et de mise en œuvre face à des politiques plus sectorielles.

Ces politiques n'en restent pas moins indispensables. D'un point de vue éthique et d'efficacité comme on l'a vu, mais aussi en termes de cohérence, notamment avec les 17 objectifs de développement durable adoptés par l'ONU en 2015. Même s'il est aujourd'hui galvaudé et mis à toutes les sauces, le concept de développement durable reste de ce point de vue pertinent dans sa dimension intégratrice, car il souligne la nécessité de relever les défis des inégalités et de l'environnement de manière globale et simultanée. ■

Patrick Veillard

Pour en savoir plus

Fin du monde, fin du mois, même combat.

www.omdm.be/analyses

UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE AMBITIEUSE ET INTÉGRÉE EN FAVEUR DE CHAÎNES TEXTILES ÉQUITABLES ET DURABLES

S'il est un domaine qui combine impacts sociaux et environnementaux, c'est bien celui du textile. Aux désastres sociaux, notoirement connus depuis l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en avril 2013, s'est récemment ajoutée une prise de conscience croissante de la pollution générée par le secteur, en particulier en termes de rejets plastiques liés au lavage des vêtements en fibres synthétiques.

Une étude récemment commandée à l'ECDPM par Oxfam-Magasins du monde, FTAO et WFTO-EU vise à donner des pistes pour résoudre cette équa-

tion dans le secteur textile au niveau européen. L'Union Européenne (UE) a instauré des politiques destinées à relever ces défis, mais elles sont limitées, éparpillées et parfois peu spécifiques aux chaînes textiles.

L'étude fournit une ébauche de stratégie combinant différents types de politiques, propres aux textiles et autres, à la fois volontaires et contraignantes. Un tel « mélange savant » ('smart mix' en anglais) inclue ainsi des mesures en matière de diligence raisonnable sur les droits humains et l'environnement, d'accès au marché de l'UE,

d'écoconception, ou encore une initiative multipartite à l'échelle européenne pour les textiles durables.

Pour aller plus loin :

Vers une stratégie européenne pour des textiles équitables et durables.

www.omdm.be/analyses



QUELS MODÈLES D'ORGANISATION ET DE GOUVERNANCE AU SERVICE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Les entreprises à mission sont des entreprises dont les structures organisationnelles sont adaptées à la durabilité globale, grâce à leur capacité à concilier les enjeux économiques, sociaux et écologiques. Petite synthèse d'une étude de WFTO/Traidcraft sur les 'business models' alternatifs promoteurs de justice sociale et environnementale.

«Créer la nouvelle économie : des modèles d'entreprise qui placent l'humain et la planète au premier plan» est le titre d'un récent rapport co-écrit par WFTO, Traidcraft Exchange et deux professeurs des universités de York et Cambridge. Publié lors du forum de Davos 2020, le rapport interpelle les dirigeants politiques et économiques quant à la nécessité de promouvoir des modèles d'entreprises alternatifs, à la hauteur des enjeux sociaux et

environnementaux de notre temps.

Basé sur une étude récente des organisations du commerce équitable membres de WFTO, le rapport présente des modèles de gouvernance, de gestion et de réinvestissement des bénéfices très différents de ceux des entreprises conventionnelles. Ces modèles sont conçus de telle sorte que les décisions de gestion et d'investissement sont prises dans l'intérêt des travailleurs/euses, producteurs/trices et artisan-e-s., et plus globalement, en tenant compte des problématiques sociétales et environnementales. Les organisations étudiées travaillent souvent dans des contextes difficiles : publics cibles défavorisés, régions plongées dans des crises politiques ou des conflits, ou encore vulnérables aux événements climatiques extrêmes. D'après

le rapport, ce sont également des entreprises plus résilientes et aptes à innover, notamment dans le domaine de la durabilité environnementale. Voici quelques informations clés qui ressortent de l'étude des entreprises du commerce équitable :

- 92 % réinvestissent tous les profits dans leur mission sociale ;
- 52 % sont dirigées par des femmes (contre environ 9% des entreprises conventionnelles)
- Elles sont quatre fois moins susceptibles de faire faillite ;
- 85 % d'entre elles déclarent sacrifier des objectifs financiers pour poursuivre des objectifs sociaux ou environnementaux, tout en conservant une viabilité commerciale.

Selon le rapport, ces spécificités sont liées à la priorisation par ces organisations d'objectifs sociaux et environnementaux dans leurs missions et activités quotidiennes. On parle d'entreprises à mission, c'est-à-dire « d'entreprises qui articulent rentabilité économique et contribution au bien commun ». Ainsi, dans

WFTO (World Fair Trade Organisation) rassemble des organisations de commerce équitable du monde entier (412 au mois de décembre 2019, dont 360 pratiquant une activité commerciale) et Traidcraft est une association britannique qui travaille à la promotion d'un commerce plus juste et équitable.



"L'économie extractive basée sur les profits à tout prix nous a menés à un point de rupture écologique et a une société polarisée entre les 1% et les 99%. Le commerce équitable basé sur la durabilité écologique et la justice sociale est devenu un impératif de survie. Le commerce équitable est basé sur les impacts positifs à rendre à la Terre et à la société."

Vandana Shiva, activiste environnementale, fondatrice et directrice de Navdanya International



Manos del Uruguay est une organisation qui regroupe une douzaine de coopératives de femmes qui produisent des vêtements en laine. Leur mission est d'offrir un revenu stable aux femmes rurales en Uruguay. ▲

plusieurs des études de cas rassemblées au sein du rapport, la propriété d'une entreprise par des travailleurs, des agriculteurs ou des artisan·e·s a pour conséquence directe de donner la priorité aux intérêts de ces producteurs. Manos del Uruguay, par exemple, est une organisation de production et une marque de mode appartenant à 12 coopératives de productrices d'Uruguay et régies par elles.

Le rapport examine également des cas d'entreprises de commerce

équitable qui ont innové dans leurs modèles de gouvernance, de gestion et de distribution des bénéfices afin d'assurer la primauté de la mission. Par exemple, Mahaguthi au Népal (principalement axé sur la fabrication de vêtements) a officiellement verrouillé un modèle de réinvestissement des profits à 100 % pour s'assurer que tout excédent commercial soit réalloué au soutien des communautés marginalisées.

Tout en pratiquant un modèle exigeant de commerce équitable - l'ensemble de leurs activités est conforme aux principes du commerce équitable - ces entreprises sont aussi pionnières en matière de pratiques écologiques. Par exemple, Chako en Tanzanie collecte et recycle du verre usagé pour en faire des accessoires d'éclairage. L'entreprise Villageworks au Cambodge fabrique des sacs à partir de divers déchets dont des sacs de ciment vides et produit des pailles de bambou réutilisables (voir p.25). D'autres ont donné la priorité à des initiatives telles que la réduction de l'utilisation du plastique, plusieurs décen-

nies avant l'émergence d'une forte demande du marché (par exemple, la campagne "Jute not Plastic" des années 1980 des membres européens de WFTO, dont EZA en Autriche).

Selon Erinch Sahan, directeur général de WFTO et co-auteur du rapport : *« La primauté du profit est une idée dépassée et nuisible sur une planète inégalitaire et aux ressources limitées. Alors que les dirigeants de Davos explorent le concept de capitalisme des parties prenantes, 364 entreprises de commerce équitable représentant plus de 750 millions d'euros de chiffre d'affaires ont déjà fait de cette idée une réalité. Un million de personnes en bénéficient déjà. Le moment est venu d'agir pour diffuser largement ces modèles d'entreprise ».* ■

Laura Pinault

Pour en savoir plus

Creating the new economy.
Business models that put
people and planet first.

[www.wfto.com/
jointhebusinessrevolution](http://www.wfto.com/jointhebusinessrevolution)



LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LES POLITIQUES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES (PCD)

Les politiques et pratiques en matière de production et de consommation durables (PCD) disposent d'un cadre international depuis une vingtaine d'années. Mais ils n'ont jusque-là que peu intégré les questions de commerce. Comment le commerce équitable peut-il changer la donne et contribuer au changement vers des modes de production et de consommation plus sobres et vertueux ?

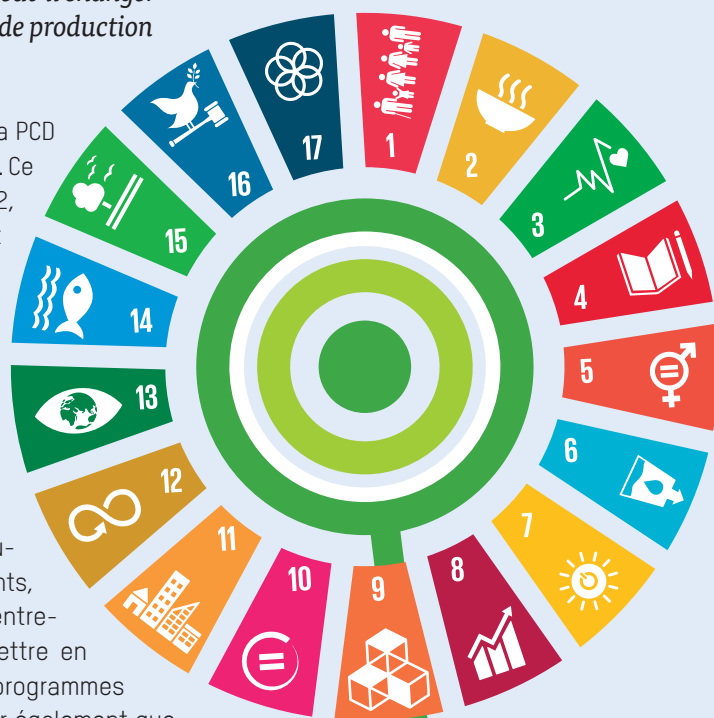
Le concept de production et de consommation durables (PCD) a été défini au niveau international en 1994, lors du symposium d'Oslo, comme « l'utilisation de services et de produits connexes qui répondent à des besoins fondamentaux et apportent une meilleure qualité de vie, tout en minimisant l'utilisation de ressources naturelles et de matières toxiques, ainsi que les émissions de déchets et de polluants au cours du cycle de vie du service ou du produit, afin de ne pas mettre en péril les besoins des générations futures ».

Cette longue et complexe définition est à l'image des négociations qui ont suivi dans le processus dit de Marrakech. Lancé à Johannesburg en 2002, ce dernier visait la construction d'un cadre décennal de

programmes sur la PCD au niveau onusien. Ce n'est qu'en 2012, lors du sommet Rio+20, que ce cadre est devenu réalité. Rebaptisé depuis 'One Planet Network', il fonctionne aujourd'hui comme une alliance internationale regroupant gouvernements, société civile et entreprises afin de mettre en œuvre plusieurs programmes sur la PCD. A noter également que cette dernière fait également l'objet d'un objectif de développement durable (ODD) spécifique (12, voir encadré).

L'Agenda 2030 sur le Développement Durable

En septembre 2015, les membres des Nations unies ont convenu d'une nouvelle et ambitieuse feuille de route pour le développement durable pour les 15 années suivantes. Une liste de 17 objectifs de développement durable (ODD) a été établie, accompagnée de 169 cibles afin de faciliter le suivi des progrès réalisés. L'objectif 12 porte exclusivement sur la production et la consommation durables. Un aspect intéressant dans les 17 ODD est qu'ils sont tous liés entre eux et doivent comme tels être traités de manière cohérente. Cela suggère que la PCD a des liens directs avec l'ensemble des autres objectifs





L'angle mort des politiques de PCD

Le principal objectif des politiques et programmes de PCD est de dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, et ce de manière systémique. Une approche importante adoptée est celle du 'cycle de vie', qui prend en compte toutes les phases consommatriques de ressources et d'énergie. Au final, l'idée est de «faire plus et mieux avec moins». La PCD vise également en théorie à réduire la surconsommation dans les pays du Nord afin de parvenir à une répartition équitable de l'utilisation des ressources naturelles. Implicitement, la réalisation de ces objectifs implique donc pour le Nord global des mesures de suffisance ainsi qu'une décroissance guidée des économies.

Malgré ces grandes ambitions, une sorte d'angle mort apparaît lorsqu'on examine d'un peu plus près ces politiques : les réglementations commerciales, et le commerce au sens large, y sont très peu présents. L'ODD 12 traite ainsi principalement le problème comme une question d'offre et de demande, sans remettre en cause la manière de commercer entre producteurs et consommateurs. Cet aveuglement revient peu ou prou à ignorer les énormes déséquilibres de pouvoir existant au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales, synonymes de pratiques commerciales inéquitables, de prix et salaires de misère, et in fine d'énormes conséquences aux niveaux social et environnemental.

Les exemples d'incohérences dans ce domaine sont multiples. Lors de la dernière Assemblée de l'environnement des Nations unies (UNEA4), de nombreux pays, en premier lieu



les Etats-Unis, ont ainsi réfuté toute interférence des accords internationaux en matière de développement durable sur les négociations commerciales. Au final, il est clair que pour la plupart des Etats, les intérêts économiques surpassent les questions sociales ou environnementales.

Les apports d'une approche de commerce équitable

À rebours de ces approches techniques et financières, le commerce équitable présente un potentiel important de transformation des modes de PCD. Sa principale plus-value est qu'il donne les moyens d'accompagner la transition vers des modes de production et de consommation durable.

Si l'on prend l'exemple de l'agriculture et du climat, des critères tels que des prix rémunérateurs ou des engagements commerciaux sur la

durée facilitent le changement des systèmes agricoles vers des modèles agroécologiques, grands séquestreurs de carbone (ex. agroforesterie, agriculture biologique, rotations de cultures, associations culturales, etc.).

De manière plus générale, l'une des approches du commerce équitable est de promouvoir la transition vers des modèles d'entreprises dites 'à mission' dont les statuts sont orientés vers des finalités sociales et environnementales (voir p. 34) ou bien sont détenues et gérées par les producteurs / travailleurs (ex. coopératives). Le modèle de la filière labellisée combine quant à lui transparence, information du consommateur et internalisation des coûts sociaux et environnementaux dans un prix équitable. Les deux constituent des exemples éprouvés de modèles commerciaux au service de modes de production et de consommation durables.

Un commerce plus qualitatif

Plus globalement, le commerce équitable questionne les flux de matière. Les quantités échangées sont gigantesques et croissantes au niveau planétaire (du fait de modèles économiques principalement linéaires et non circulaires, voir p. 16), avec toutes les externalités sociales et environnementales que l'on connaît.

Or si l'on examine les Objectifs du Développement Durable, le 17 (sur les partenariats) soutient, sans aucune nuance, la libéralisation du commerce comme un moyen incontournable pour réaliser l'agenda de développement durable. Un indicateur plus qualitatif, donnant un aperçu de la nature et non plus simplement de la quantité des échanges commerciaux, semble faire cruellement défaut.

Ce type d'indicateur qualitatif est d'autant plus nécessaire que les accords commerciaux de type UE-Mercosur ou Alena se multiplient, ce qui tend à considérablement accroître le volume total des échanges. A contrario, il semble nécessaire d'imposer des limites au commerce, en termes de types et de volumes de produits et services échangés. Il faudrait pour cela pouvoir s'attaquer plus frontalement à des questions telles que la promotion du consumérisme ou la culture du 'cheap' et des prix bas. ■

Patrick Veillard

Pour en savoir plus

Le commerce équitable et les politiques de consommation et de production durables.

www.omdm.be/analyses

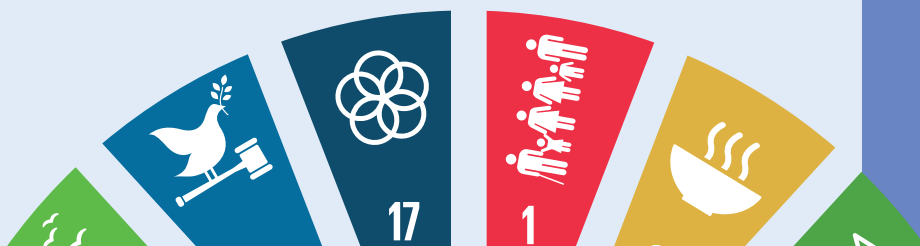


KAYA, LA COALITION DES ENTREPRISES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

En 2019, un processus collaboratif initié par une centaine d'entreprises belges a mené à la production d'un plaidoyer pour une économie régénérative, destiné à aider les politiques à faire face au défi climatique. Une pétition en ligne a également été soutenue par plus de 1000 citoyens.

Ces entreprises de la transition ont pour but premier d'instaurer un modèle économique respectueux des limites planétaires. Pour poursuivre leur action collective, elles ont formé la coalition Kaya des entreprises de la transition écologique.

Le nom Kaya fait référence à l'économiste japonais Yoishi Kaya, qui a développé une équation reliant les émissions de CO₂ à des paramètres démographique, économique et énergétique.



RÉÉCRIRE LE COMMERCE ÉQUITABLE

Bien qu'elle effraie -tant elle bouscule les habitudes commerciales conventionnelles et équitables- la possibilité de repenser la nature et les modalités des échanges mondiaux s'impose à nous. Les conditions de vie sur terre se dégradent à trop grande vitesse pour laisser cette tâche aux prochaines générations.

Selon l'anthropologue Alf Hornborg par exemple, pour être en mesure de répondre à la rapidité de la détérioration des écosystèmes vivants, il est urgent de relocaliser les échanges commerciaux et financiers, sans pour autant les replier aux limites de nos frontières nationales. Il défend l'idée de les faire évoluer suivant deux circuits distincts : les circuits locaux et régionaux d'une part, où s'échangeraient les biens de consommation disponibles et produits dans des territoires rapprochés ; et les circuits internationaux d'autre part, où s'échangeraient des biens de consommation qui ne seraient disponibles et produits que dans des territoires et marchés plus éloignés. Chacune de ces catégories de flux commerciaux serait régulée par deux monnaies distinctes. Dans cette perspective, continuerait-on d'importer en Belgique de la céramique d'Inde si l'on peut en produire en Belgique?

Aussi, pour être capable de répondre à la rapidité des bouleversements écologiques, il est urgent d'inventer de nouvelles manières de penser et de faire. Cela ne pourrait se faire sans déconstruire les récits qui ont structuré nos modes de vie jusqu'à aujourd'hui, et qui ont participé de ces bouleversements. Or, écrire de nouveaux récits doit se faire en prenant en considération les structures et rapports de pouvoir et de domination (de couleur, de genre, de classes sociales, notamment), aux échelles locales, régionales

et globales. Cela doit se faire en prenant en considération également le répertoire linguistique et politique des peuples dominés : comment se traduit « transition » dans leurs langues ? Où se situent les questions liées aux changements climatiques dans leur agenda politique ? Comment ces questions affectent-elles leurs modes de vie au quotidien ? La transition, l'anthropocène, l'effondrement, la collapsologie, ou encore la modernité et le développement... et le commerce équitable ? Ne sont-ils pas le langage des élites intellectuelles et politiques occidentales et des institutions internationales ?

Il est donc crucial d'explorer, d'ouvrir, d'élargir et de pluraliser les imaginaires

et les possibles sur les devenir du commerce, de la production et de la consommation mondiale. Afin de participer à sa construction, plutôt que de les subir, en y intégrant les critères de justice sociale, de dignité et de solidarités qui nous sont chers.

A cet égard, la fiction est la forme narrative la plus souvent employée pour imaginer le futur. Tout discours sur l'avenir - même la collapsologie, même l'effondrement -, relève de la fiction qui se construit à partir d'événements du débat présent, puisque l'avenir est, de fait, à venir. En se frayant un chemin entre le nécessaire et l'impossible, la fiction permet de relancer d'autres futurs possibles en resituant les enjeux présents. Alors, quelles fictions écrire, pour quels futurs échanges commerciaux entre les peuples du monde ?

En 2020, Oxfam prend cette question à bras le corps pour tenter de formuler des réponses possibles, en mettant en place une recherche-action et création de nouveaux récits, avec notamment des partenaires d'Asie. ■

Estelle Vanwambeke



COMMENT AGIR ?

S'INFORMER ET SENSIBILISER

ORGANISER UN ÉVÈNEMENT DE SENSIBILISATION.
RENSEIGNEMENTS :
EDUCATION@MDMOXFAM.BE

PARTICIPER AUX ÉVÈNEMENTS DE LA CAMPAGNE.
VOIR L'AGENDA SUR
WWW.OMDM.BE/DONUT

MILITER ET FAIRE CONVERGER LES LUTTES !

PARTICIPER À DES MANIFESTATIONS PAR EXEMPLE POUR LE CLIMAT À LA COP26 EN 2021.

PARTAGER LA VIDÉO D'EXPLICATION DU DONUT ET LE KIT D'ACTION.

LIRE ET DIFFUSER NOS OUTILS

ACHETER DES PRODUITS LOCAUX ET DURABLES, MAIS SEULEMENT ÉCOLOGIQUES DANS DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉCENTES !

CONSOMMER RESPONSABLE

ACHETER DES PRODUITS ÉQUITABLES DU SUD, NOTAMMENT LES PRODUITS CIRCULAIRES DE NOS PARTENAIRES

RÉPARER, RÉUTILISER, LOUER, ETC., ET ACHETER DU SECONDE MAIN

PRENDRE PART À DES ACTIONS DE RUE PAR EXEMPLE NOTRE DISTRIBUTION DE DONUTS LE 5 JUIN À BRUXELLES
WWW.OMDM.BE/DONUT



OXFAM

Magasins du monde

POUR EN SAVOIR PLUS
WWW.OMDM.BE/DONUT